

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

FACULTÉ DE DROIT

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA RÉFORME  
DES  
FINANCES LOCALES

PAR

M. DUFFAUT HENRI

Contrôleur-Rédacteur des Contributions Directes

---

JURY

*Président* : M. MESTRE

*Suffragants* } M. JÈZE  
M. BARTHÉLEMY

---

*Date de Soutenance* : 2 Juin 1932 à 14 heures.

---

TOULOUSE

Imprimerie Henri CLEDER

28, RUE DE LA POMME, 28

1932



LA RÉFORME  
DES  
FINANCES LOCALES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

**FACULTÉ DE DROIT**

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA RÉFORME  
DES  
FINANCES LOCALES

PAR

**M. DUFFAUT HENRI**

Contrôleur-Rédacteur des Contributions Directes

---

**JURY**

*Président :* **M. MESTRE**

*Suffragants* } **M. JÈZE**  
                          **M. BARTHÉLEMY**

---

*Date de Soutenance :* 2 Juin 1932 à 14 heures.

---

TOULOUSE  
Imprimerie Henri CLÉDER  
28, RUE DE LA POMME, 28

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni im-  
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions  
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



## INTRODUCTION

---

### *Notions générales sur l'Organisation du Département et de la Commune*

---

#### § 1<sup>er</sup>. — L'organisation départementale.

La division de la France en départements a été décidée, en principe, par la loi du 22 décembre 1789; elle a été exécutée par la loi des 15 janvier-16 février 1790 qui contient un tableau annexe; elle a enfin été reproduite par la loi du 18 pluviôse, an VIII.

A cette époque les départements, dont la personnalité morale n'est pas encore reconnue, n'existent qu'en tant que circonscriptions administratives; des biens ne leur seront en effet attribués qu'en 1811 par décrets du 9 avril et du 16 décembre, et ce n'est que l'article 4 de la loi du 10 mai 1838 qui donnera au Conseil général un pouvoir de décision dans la gestion de ces biens.

Le département comporte un organe exécutif qui est le Préfet, deux assemblées délibérantes qui sont d'une part le Conseil général dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont réglés par la loi du 10 août 1871, modifiée ou complétée

par le décret du 5 novembre 1926, pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1926, et d'autre part la Commission départementale créée par la loi du 20 mai 1838.

Le Conseil général, composé d'un nombre de conseillers égal à celui des cantons du département (article 4 de la loi du 10 août 1871), tient chaque année deux sessions ordinaires qui s'ouvrent : la première entre le 15 avril et le 15 mai, la seconde entre le 15 août et le 1<sup>er</sup> octobre (1); leur durée respective est de quinze jours et un mois (article 23 de la loi du 10 août 1871 modifiée par la loi du 23 juillet 1927). Le Conseil général peut également être réuni extraordinairement :

1° Par décret.

2° Par le Préfet.

3° A la demande écrite des deux tiers de ses membres.

4° A la demande de la Commission départementale.

La durée de ces deux sessions ne peut excéder quinze jours (article 24 de la loi du 10 août 1871 modifié par l'article 9 du décret du 5 novembre 1926).

La Commission départementale, qui se compose de quatre membres au moins et de sept au plus, choisis par le Conseil général dans son sein, se réunit au moins une fois par mois aux époques et pour un nombre de jours qu'elle-même détermine.

---

(1) Complété par l'article 2 de la Loi du 21 juillet 1931 (*Bulletin Législatif Dalloz*, p. 316).

Elle peut également être convoquée en session extraordinaire par le Préfet ou à la demande de son Président (article 73 de la loi du 10 août 1871).

## § 2. — L'organisation communale.

La commune a une origine beaucoup plus ancienne que le département et la Révolution n'a touché ni à son nom, ni à son territoire. L'organisation des communes est régie actuellement par la loi du 5 avril 1884 modifiée par le décret du 5 novembre 1926.

Elle comporte, d'une part, un organe exécutif, composé du maire et d'un ou plusieurs adjoints, suivant son importance; d'autre part, un organe délibérant qui est le Conseil municipal. Ce dernier comprend un nombre de conseillers qui varie entre dix et trente-six, suivant l'importance de la population communale (article 10 de la loi du 15 avril 1884) (2); il tient quatre sessions ordinaires en février, mai, août et novembre, dont la durée de quinze jours peut être prolongée avec l'autorisation du Sous-Préfet. La session pendant laquelle le budget est discuté peut durer six semaines (art. 46 de la loi du 5 avril 1884, modifié par l'article 24 du décret du 5 novembre 1926).

Le Conseil municipal peut aussi être réuni en session extraordinaire :

### 1° Par le Maire.

---

(2) Ce principe a été modifié dans une certaine mesure (article 73 de la Loi du 5 avril 1884).

2° A la demande du tiers de ses membres.

3° Sur convocation du Préfet ou du Sous-Préfet (article 47 de la loi du 5 avril 1884, modifié par l'article 25 du décret du 5 novembre 1926.

### § 3. — Règles particulières

au Département de la Seine et à la Ville de Paris.

#### *Le département de la Seine :*

Le Conseil général est régi par des dispositions particulières; il est composé :

1° Des 80 membres du Conseil municipal de Paris.

2° De 40 membres élus par les cantons suburbains de la Seine, au prorata de leur population, chacun de ces cantons élisant au moins un conseiller (art. 1 et 2 de la loi du 29 mai 1925).

La durée et l'époque des sessions sont réglées par décret (art. 12 de la loi du 22 juin 1833).

Il n'y a pas de Commission départementale.

#### *Ville de Paris :*

La Ville de Paris a également son statut particulier.

L'organe exécutif est constitué par deux préfets: le préfet de la Seine et le préfet de police dont les attributions respectives sont déterminées par le décret du 10 octobre 1859; l'organe délibérant par un conseil municipal composé de 80 membres élus

au scrutin uninominal à raison d'un par quartier (art. 10 de la loi du 14 avril 1871).

Le Conseil municipal de Paris tient quatre sessions ordinaires par an, dont l'époque est fixée par le Préfet de la Seine qui peut aussi réunir le Conseil en session extraordinaire.

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### *Le régime actuel des Finances locales*

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### *Les ressources locales*

---

Les principales ressources des départements et communes sont constituées par le produit des impôts; ceux-ci consistent en centimes additionnels aux anciennes contributions directes, en diverses taxes et en prélèvements sur les divers fonds communs.

### **SECTION I. — L'IMPOT FONCIER**

#### **§ 1<sup>er</sup>. — Les caractères primitifs de la contribution foncière.**

L'impôt foncier a été créé, sous sa forme actuelle, par la loi du 3 frimaire, an VII. C'est un impôt à la fois réel et personnel, et c'est à ce double caractère qu'il a dû d'être conservé dans le nouveau système fiscal d'impôts cédulaires dont le

but est d'atteindre les revenus réels dans les personnes qui en jouissent (3).

A l'origine, la contribution foncière était un impôt de répartition dont le montant, fixé annuellement par la loi des finances, était réparti par le Parlement entre les divers départements. Ce principal était ensuite réparti entre les arrondissements par le Conseil général, entre les communes par le Conseil d'arrondissement, entre les divers propriétaires fonciers par la Commission de répartition.

Les centimes additionnels étaient simplement appliqués au contingent mis en recouvrement par l'Etat.

Cependant l'impôt foncier ne devait pas manquer de participer de la défaveur qui atteint les impôts de répartition, défaveur due à ce que l'appréciation de la faculté contributive des éléments d'imposition ne va jamais sans un certain degré d'inexactitude ou parfois d'arbitraire.

## § 2. — **Transformation de la contribution foncière en impôt de quotité.**

La contribution foncière a été transformée en impôt de quotité par la loi du 8 août 1890, et c'est à cette époque que, pour la première fois, la notion de principal fictif apparaît dans notre législation.

---

(3) Il est à remarquer cependant que le décret de codification des lois relatives aux impôts cédulaires (15 octobre 1926), ne parle pas de l'impôt foncier.

C. F. Notions élémentaires sur les impôts directs, p. 67.

Le législateur se trouve, en effet, dans l'obligation de ne pas modifier trop brusquement le principal servant au calcul des impôts locaux; il décide, en conséquence, que les centimes additionnels continueront à être calculés sur les principaux inscrits dans les rôles de 1890 qui ne devront être modifiés au cours des années ultérieures que pour tenir compte des accroissements ou diminutions de matière imposable.

Les inégalités dues aux répartitions étaient donc supprimées pour la part de l'Etat mais subsistaient pour celles du département et de la commune. Il y avait, en effet, inégalité entre les redevables de l'impôt foncier bâti et de l'impôt foncier non bâti, le principal servant de base au calcul des centimes étant proportionnellement plus lourd pour le non bâti que pour le bâti; inégalité entre les communes d'un même département en raison du caractère arbitraire dont est fatalement empreint toute répartition.

Par ailleurs, au bout de quelques années, les principaux fictifs arrivaient à ne plus être en rapport avec la matière imposable.

**§ 3. — Détermination du principal fictif  
sous le régime de la loi du 29 mars 1914.**

Afin de pallier aux conséquences précitées, le législateur devait voter, à la date du 29 mars 1914, une loi dont l'article 26 stipule que : « les principaux qui serviront de base, à partir de 1915, au calcul du produit total, par commune, des centimes départementaux additionnels à la contri-

« bution foncière des propriétés bâties et non bâ-  
« ties, seront formés en appliquant au montant  
« total des revenus imposables une proportion uni-  
« forme pour toutes les communes du même dé-  
« partement. Cette proportion sera la proportion  
« moyenne existant, pour l'ensemble des commu-  
« nes de chaque département et pour l'ensemble  
« des deux contributions, entre les principaux, qui  
« d'après les dispositions en vigueur antérieure-  
« ment à la présente loi auraient servi de base en  
« 1915 au calcul du produit des impositions loca-  
« les et le montant correspondant des revenus im-  
« posables effectivement compris dans les rôles de  
« la dite année. Le produit total des centimes com-  
« munaux additionnels à la contribution foncière  
« sera, dans chaque commune, calculé d'après les  
« principaux utilisés pour le calcul du produit des  
« centimes départementaux par application du pa-  
« ragraphe qui précède ».

En exécution de ces dispositions, le calcul des nouveaux principaux fictifs s'est effectué en trois temps :

1° Calcul des principaux fictifs qui auraient été utilisés si la loi du 8 août 1890 était restée en vigueur.

2° Détermination du revenu net des propriétés bâties et du revenu des propriétés non bâties, imposable en 1915.

3° Détermination du principal fictif par application au total des revenus imposables de chaque commune de la proportion existant entre le montant du revenu départemental réel et le montant du principal fictif ancien.

Ainsi, d'une part on rendait le principal fictif départemental fonction du total des revenus cadastraux du département et de la commune et, d'autre part, on liait les principaux fictifs de l'impôt foncier bâti et de l'impôt foncier non bâti, en disposant qu'ils seraient l'un et l'autre calculés en appliquant aux revenus cadastraux correspondant un même coefficient.

**§ 4. — Détermination du principal fictif sous le régime de la loi du 19 juillet 1925.**

Les principaux fictifs ont été, ainsi qu'il a été indiqué précédemment, calculés jusqu'en 1925; les seuls changements susceptibles d'en modifier le montant étant dus aux accroissements ou diminutions de la matière imposable.

A cette époque est intervenue la révision cadastrale prescrite par les articles 45 et 46 de la loi du 22 mars 1924 dont les résultats, qui devaient être retenus en vue de l'établissement des rôles de l'année 1926, avaient pour conséquence une augmentation notable du revenu net des propriétés bâties.

« Dès lors si, pour déterminer le principal fictif de la contribution foncière des propriétés bâties, on avait continué d'appliquer purement et simplement aux nouveaux revenus nets le même rapport que les années précédentes, il en serait résulté un notable accroissement du principal fictif correspondant à la dite contribution. Par contre, le principal fictif afférent aux propriétés non bâties, pour lesquelles la révision des évaluations a été ajournée, n'aurait subi que les seules fluctuations motivées

par les mouvements habituels de la matière imposable, et dans ces conditions le maintien de la législation aurait conduit, en fait, à dégrever d'une part très appréciable des impositions départementales et communales les contribuables assujettis aux impôts autres que la contribution foncière des propriétés bâties et à mettre le montant de ce dégrèvement à la charge des propriétaires de maisons ou d'usines. »

En vue d'éviter cet inconvénient, la loi du 19 juillet 1925 décide que le principal fictif de l'impôt foncier ne supportera pas les conséquences de la réévaluation cadastrale. L'article 1<sup>er</sup> stipule, en conséquence, qu'à partir de 1926 le principal fictif de ladite contribution sera formé dans chaque commune en appliquant au montant du revenu la proportion existant, pour l'ensemble du département, entre le montant des principaux fictifs déterminés, pour l'année 1926, en conformité de la loi du 29 mars 1914, mais sans tenir compte des résultats de la révision des évaluations et le montant correspondant des nouveaux revenus nets. (Circulaire de la Direction Générale des Contributions Directes du 30 décembre 1925.)

Par application de ces dispositions, on a procédé aux opérations suivantes :

1° Calcul par département du principal fictif tel qu'il aurait été déterminé conformément aux dispositions de la loi du 29 mars 1914.

2° Détermination du revenu net nouveau.

3° Calcul de la proportion existant entre le montant du principal fictif ancien et le montant des revenus nets nouveaux.

#### 4° Application de cette proportion au montant des revenus nets nouveaux.

Ainsi la révision foncière n'a eu, conformément au but que se proposait d'atteindre la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1925, aucune influence sur le principal fictif de chaque département.

En ce qui concerne les centimes communaux, le résultat est un peu différent, le principal fictif départemental étant réparti au prorata du revenu cadastral net de chaque commune; cependant chaque contingent communal n'a été affecté par la révision foncière que d'une façon très atténuée. Lorsque, en effet, l'augmentation du revenu cadastral est proportionnellement plus faible que pour l'ensemble du département, il y a diminution du principal fictif; lorsque l'augmentation du revenu cadastral est proportionnellement plus forte que pour l'ensemble du département, il y a augmentation du principal fictif, mais augmentation dans une proportion moindre que celle qui affecte les revenus cadastraux.

Cette législation est encore en vigueur; les seuls changements susceptibles de modifier le montant des principaux fictifs sont dus aux accroissements ou aux diminutions de la matière imposable. Actuellement, une révision de la valeur locative des propriétés non bâties est en cours; aussi l'article 3 de la loi du 16 avril 1930 stipule-t-il qu'une disposition analogue à celle de la loi du 19 juillet 1925 sera prise afin que la nouvelle évaluation ne vienne pas modifier la valeur des principaux fictifs locaux.

## **SECTION II. — LA CONTRIBUTION MOBILIERE**

### **§ 1<sup>er</sup>. — L'évolution de la contribution mobilière.**

La contribution mobilière instituée par un décret du 13 janvier 1791 a reçu sa forme définitive de la loi du 21 avril 1932.

En réalité, elle comprenait à l'origine deux impôts :

1° La contribution personnelle, égale à la valeur de trois journées de travail; c'était un impôt de quotité, dont le produit, perçu en principal seulement, réduisait d'autant le contingent à répartir en cotes mobilières.

2° La contribution mobilière proportionnelle au loyer d'habitation, à laquelle « était imposable tout habitant, français ou étranger, jouissant de ses droits et non réputé indigent » (article 28 de la loi du 21 avril 1832).

La loi du 31 juillet 1917 a supprimé comme impôt d'Etat la contribution personnelle mobilière. La contribution personnelle a par suite disparu; la contribution mobilière subsiste seule avec le but restreint de faire participer les particuliers aux dépenses des départements et communes.

### **§ 2. — Répartement du principal fictif entre les arrondissements.**

La contribution foncière et la contribution des patentes étaient à l'origine ou sont devenus des impôts de quotité; la contribution mobilière a, par contre, gardé son premier caractère et est demeuré

un impôt de répartition. Aussi le Conseil général doit-il procéder, au cours de la deuxième session ordinaire de l'année, à la répartition du principal fictif de cette contribution entre les divers arrondissements; le principal à considérer n'est autre que celui qui a été utilisé en vue de la détermination des impôts de l'année courante.

Au préalable, le Conseil général statue sur les demandes en réduction formulées par les Conseils d'arrondissements et les Conseils municipaux, conformément à l'article 40 de la loi du 10 mai 1838 et à l'article 61 de la loi du 5 avril 1884; toutefois, ces demandes ont été d'ailleurs communiquées auparavant par le Préfet au Directeur des Contributions Directes pour avis.

Après avoir statué sur les réclamations dont il était saisi, le Conseil général procède à la répartition proprement dite pour laquelle la loi lui laisse toute latitude.

A cet effet, le Directeur des Contributions Directes adresse chaque année à cette assemblée, avant l'ouverture de sa deuxième session, deux projets de répartition et de sous-répartition. Les principaux fictifs du premier projet ne sont autres que ceux qui résultent des opérations de répartition et de sous-répartition de l'année précédente, modifiés toutefois en raison des variations de la matière imposable. Les principaux fictifs du deuxième projet sont obtenus en répartissant le principal fictif départemental au prorata des valeurs locatives d'habitation imposables. Pour cette détermination, on applique au montant des valeurs locatives de

chaque arrondissement la proportion constatée entre le principal fictif départemental et le total correspondant des valeurs locatives.

Si d'ailleurs les répartitions et sous-répartitions sont effectuées au prorata des valeurs locatives d'habitation, les deux projets se trouvent, pour l'année suivante, ramenés à un seul.

Le Conseil général pourrait aussi demander au Directeur d'établir des projets spéciaux de répartition, à la condition toutefois que le service local possède les éléments pour le faire.

En possession des renseignements dont il a besoin, le Conseil général peut procéder à la répartition; au cas où il omettrait de la faire, le Préfet se substituerait à lui, conformément à l'article 39 de la loi du 18 août 1871; la répartition est alors faite d'après les bases de l'année précédente.

Dans le cas également où le Conseil général ne répartit pas la totalité du principal fictif, c'est également au Préfet qu'il appartient de prendre un arrêté effectuant la répartition du principal non distribué; celle-ci est alors opérée proportionnellement aux principaux déjà assignés aux arrondissements par le Conseil général (Avis du Conseil d'Etat du 19 novembre 1901).

### § 3. — **Sous-répartement du principal fictif entre les communes.**

Le Conseil d'arrondissement, qui possède toute latitude à cet effet, procède à la répartition, entre les communes, du principal assigné à sa circonscription par le Conseil général.

Dans ce but, le Directeur des Contributions Directes adresse à cette assemblée, cinq jours au moins avant l'ouverture de sa deuxième session, deux projets de sous-répartition; il lui signale aussi les vacances d'immeubles importants qui sont susceptibles, lorsqu'elles se produisent dans des communes de faible importance, d'augmenter notablement les charges des contribuables imposables à la contribution mobilière; une réduction peut, dans ce cas, être accordée à la commune intéressée.

De même que le Conseil général, le Conseil d'arrondissement peut demander au Directeur des Contributions Directes de lui présenter un projet nouveau de répartition. Au cas où il omet de distribuer l'intégralité du principal fictif, la répartition de la différence est assurée par le Préfet entre toutes les communes au prorata des principaux fictifs qui leur ont été attribués (Avis du Conseil d'Etat du 19 novembre 1901). Par analogie, si la réduction prononcée en faveur d'une commune en raison de la vacance d'une maison exceptionnelle n'est pas reportée sur les autres communes, c'est également entre toutes, y compris celle qui bénéficie de la réduction, qu'est distribué le déficit, au prorata de leurs principaux fictifs.

En cas de carence du Conseil d'arrondissement, l'autorité préfectorale procède à la sous-répartition (article 47 de la loi du 10 mai 1838).

Elle est alors opérée d'après les bases de l'année précédente, compte tenu des augmentations ou diminutions de la matière imposable, c'est-à-dire au prorata des principaux fictifs retenus pour l'éta-

blissement des rôles de l'année courante; mais même dans cette hypothèse, il y a lieu de faire état des réductions qui auraient pu être prononcées par le Conseil général; le Préfet ne devra d'ailleurs prendre son arrêté qu'après l'expiration de la durée légale de la seconde partie de la session de l'assemblée défaillante.

§ 4. — **Détermination du principal fictif sous le régime des lois du 4 août 1844 et du 19 juillet 1925.**

Avant de procéder à la répartition entre les contribuables, le service local effectue d'office les rectifications résultant des accroissements ou diminutions de la matière imposable.

Aux termes de la loi du 4 août 1844, ce principal alors réel était, en effet, en cas de démolition, diminué d'une somme correspondant au montant de la contribution en principal assignée aux derniers occupants et, en cas de construction nouvelle, augmenté d'une somme égale au vingtième de la valeur locative réelle des locaux consacrés à l'habitation personnelle. Cette augmentation n'était effectuée, au surplus, que la troisième année suivant celle de l'achèvement des constructions. (Circulaire de la Direction Générale des Contributions Directes du 30 décembre 1925.)

Ce mode de détermination du principal présentait deux inconvénients. D'une part, ce principal finissait par se majorer d'une façon injustifiée, car si en effet les constructions nouvelles en donnaient une augmentation normale, la démolition d'immeubles vétustes, délabrés, souvent habités par des

indigents, n'en entraînait pas une diminution sensible.

Au surplus, comme la modification des principaux en cas de construction nouvelle était différée jusqu'à la troisième année suivant celle de la construction, les budgets départementaux et communaux étaient, de ce fait, privés d'un supplément de recettes pendant deux ans.

Enfin, il faut également remarquer que la valeur locative à retenir, en cas de construction nouvelle, était déterminée par comparaison avec la valeur locative attribuée aux locaux similaires lors de la dernière révision.

Ce régime a été modifié par la loi du 31 juillet 1917 qui a transformé le principal réel en principal fictif et par la loi du 19 juillet 1925 dont l'article 12 dispose qu'à partir de 1926 : « les principaux  
« fictifs de la contribution personnelle mobilière,  
« aussi bien en cas de construction nouvelle que  
« de démolition, seront modifiés dès l'année qui  
« suivra celle de la constatation des changements  
« survenus et que le calcul de l'augmentation ou  
« de la diminution sera effectué, en appliquant à  
« la valeur locative cadastrale des locaux nouvel-  
« lement construits ou démolis et destinés à l'habi-  
« tation des imposables, la proportion existant en-  
« tre le principal fictif communal et le montant  
« total des valeurs locatives cadastrales des locaux  
« d'habitation de la commune ».

La valeur locative à retenir est donc désormais la même que celle qui sert à déterminer le revenu net; il y a lieu seulement d'en déduire, le cas

échéant, la valeur locative des locaux professionnels (occupés par des commerçants ou des industriels), et aussi celle des locaux occupés par des indigents ou des personnes non imposables.

En cas de démolition, on retient la valeur cadastrale, déterminée lors de la dernière révision, afférente à l'habitation des imposables et en ne tenant pas compte des changements d'affectation qui auraient pu se produire depuis.

De même en cas de réclamation, reconnue fondée, contre l'évaluation d'une construction nouvelle, il y aura lieu de faire état de la valeur locative de l'immeuble donnant lieu à une modification.

Ainsi le principal fictif est, conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1925, mis à jour dès l'année qui suit celle au cours de laquelle les changements ont été constatés. A cet effet, les contrôleurs des contributions directes rédigent, chaque année, un état, par commune, où figurent divers renseignements relatifs à la contribution mobilière. Dans un premier paragraphe sont inscrits les renseignements se rapportant aux constatations susceptibles d'entraîner une modification des principaux fictifs (démolitions totales ou partielles, conversions en bâtiments ruraux, constructions nouvelles, reconstructions, additions de constructions, réparations de faux ou double emplois, surtaxes reconnues dans les deux premières années de l'imposition, rectifications de diminutions abusives faites antérieurement).

Dans un deuxième paragraphe figurent les renseignements relatifs aux changements qui sont sans

influence sur le montant du principal fictif (réclamations contre les résultats de la révision); ces derniers sont seulement retenus pour la détermination de la valeur locative imposable par commune.

**§ 5. — Conséquences de la suppression de la contribution des portes et fenêtres sur le principal fictif mobilier.**

La contribution des portes et fenêtres, supprimée en tant qu'impôt d'Etat par la loi du 31 juillet 1917, a également été supprimée en tant qu'impôt local par la loi du 19 juillet 1925 dont l'article 3 stipule que le principal fictif de ladite contribution, ayant servi de base au calcul des impositions départementales et communales de 1925, sera, pour l'ensemble de chaque département, reporté sur les principaux fictifs de la contribution personnelle mobilière et de la contribution des patentes proportionnellement au montant total des valeurs locatives cadastrales respectivement assignées, au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, d'une part, aux locaux d'habitation et, d'autre part, aux locaux affectés au commerce et à l'industrie.

**§ 6. — Répartition de l'impôt entre les contribuables.**

Le produit des centimes départementaux et communaux est réparti entre les différents contribuables au prorata d'une base fictive, le loyer matriciel. Celui-ci est fixé par une commission dite des répartiteurs, composée de sept membres, dont deux sont étrangers à la commune; elle est assistée par le contrôleur des Contributions Directes.

§ 7. — **Dispositions diverses.**

Dans les communes comptant plus de cinq mille habitants, les lois des 13 juillet 1903 et 20 juillet 1904 disposent que les loyers matriciels devant servir de base à la contribution mobilière peuvent être déterminés en déduisant du loyer réel une somme uniforme; elle est majorée, le cas échéant, en raison des charges de famille de l'assujetti, de telle manière qu'elle ne fasse supporter aux contribuables maintenus au rôle qu'un supplément de charges peu considérable.

**SECTION III. — LA CONTRIBUTION  
DES PATENTES**

§ 1<sup>er</sup>. — **Les caractères de la contribution des patentes.**

La contribution des patentes, telle qu'elle a été instituée par la loi du 2 mars 1791, est une adaptation des droits qui, sous l'ancien régime, frappaient le commerce et l'industrie :

1° Droits de maîtrise et de jurande par lesquels s'acquerrait la faculté d'exercer une profession.

2° Vingtième de l'industrie, véritable impôt sur le revenu du travail.

Jusqu'en 1844 elle a conservé ce double caractère, mais à partir de cette époque le premier d'entre eux tend à disparaître et quand intervient la loi du 15 juillet 1880, codifiant toutes les dispositions antérieures relatives à la contribution des patentes, cet impôt est devenu une sorte d'impôt sur le revenu; participant du même esprit, les lois votées depuis 1880 et notamment celles du 19 avril

1905 et du 27 février 1912 ont eu pour but de proportionner le montant de l'impôt au montant du bénéfice.

**§ 2. — Personnes imposables.**

La contribution des patentes est actuellement due par : « tout individu, français ou étranger, qui « exerce en France un commerce, une industrie, « une profession non comprise dans les exemptions déterminées par la loi ». (Article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 juillet 1880.)

**§ 3. — Éléments de la contribution des patentes**

Elle se compose :

1° D'un droit fixe établi :

a) Eu égard à la population et d'après un tarif général, pour les professions énumérées dans le tableau A.

b) Eu égard à la population et d'après un tarif exceptionnel, pour les industries et professions portées dans le tableau B.

c) Sans avoir égard à la population, pour celles qui font l'objet du tableau C. (Article 3 de la loi du 15 juillet 1880.)

2° D'un droit proportionnel fixé conformément au tableau D annexé à la loi. (Article 13 de la loi du 15 juillet 1880.)

**§ 4. — Détermination du principal fictif de la contribution des patentes sous le régime de la loi du 19 juillet 1925.**

Malgré sa souplesse, la contribution des patentes a été supprimée comme impôt d'Etat par la loi

du 31 juillet 1917; toutefois, sur le principal ancien, devenu fictif, les départements et communes continuent à calculer le produit des centimes qui alimentent leur budget.

D'autre part, ainsi qu'on l'a déjà vu, l'article 3 de la loi du 19 juillet 1925 dispose que le principal fictif de la contribution des portes et fenêtres ayant servi au calcul des impositions départementales et communales de l'année 1925 devra être réparti entre la contribution mobilière et la contribution des patentes proportionnellement aux valeurs locatives attribuées au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, d'une part aux locaux afférents à l'habitation des imposables et d'autre part aux locaux affectés au commerce et à l'industrie.

Le même article dispose, au surplus, que « le  
« principal fictif de la contribution des patentes  
« sera déterminé, à partir de 1926, en majorant  
« le principal fictif résultant annuellement pour  
« chaque commune de l'application du tarif légal  
« dans la proportion obtenue par la comparaison  
« du principal utilisé pour le calcul des imposi-  
« tions de 1925, dans l'ensemble du département,  
« et du même principal augmenté de la part pro-  
« venant des portes et fenêtres ». (Instruction de  
la Direction Générale des Contributions Directes  
du 30 décembre 1925.)

Cette proportion, uniforme pour l'ensemble du département, a été calculée en 1925 une fois pour toutes et sera utilisée sans changement dans chaque commune.

Des deux termes de la proportion, l'un a été constitué par la somme des anciens droits de pa-

tente compris dans les rôles primitifs et supplémentaires de 1925; l'autre a été obtenu en ajoutant au chiffre ainsi défini la part du principal fictif provenant de la contribution des portes et fenêtres.

La conséquence de cette modification est qu'il est maintenant indispensable de distinguer les anciens droits de patente qui servent au calcul des impositions individuelles et le principal fictif qui sert à déterminer le montant des impositions départementales et communales.

Depuis, la contribution des patentes n'a pas fait l'objet de modifications importantes; une proposition de loi de M. Louis ROLLIN tendant à la suppression du droit proportionnel sur l'habitation a bien été adoptée, mais son application a été ajournée en raison des répercussions qu'elle aurait eu sur les budgets locaux.

## CONCLUSION

**Tendance du législateur en matière de finances locales.**

L'unique but du législateur a été d'assurer l'immuabilité des principaux fictifs et de garantir ainsi la stabilité des recettes locales.

## SECTION IV. — LES RECETTES LOCALES AUTRES QUE LES CENTIMES ADDITIONNELS

§ 1<sup>er</sup>. — **Taxes perçues au profit des communes.**

1° *La taxe des prestations.* — Cette taxe a pour but de permettre aux communes de pourvoir à l'entretien des chemins vicinaux en cas d'insuffi-

sance de leurs ressources ordinaires, à l'aide de prestations en nature dont le maximum est fixé à trois journées de travail.

2° *La taxe vicinale.* — Elle est constituée par des centimes portant sur les anciennes contributions directes; elle est destinée à remplacer le produit des journées de prestations que les communes sont tenues de voter pour l'entretien des chemins vicinaux.

3° *La taxe sur les chiens.* — Instituée par la loi du 2 mai 1855, elle a été modifiée par les lois du 31 juillet 1920 et du 17 juillet 1931.

4° *La taxe sur les voitures et chevaux.* — Un vingtième du produit de la taxe en principal revient à la commune par application des dispositions de l'article 10 de la loi du 29 juillet 1872.

5° *La redevance des mines.* — Les redevances des mines comportent un droit fixe dont le produit revient à l'Etat, une redevance proportionnelle basée sur les produits extraits par les concessionnaires. Le taux de ce droit proportionnel est fractionné comme suit entre l'Etat et la commune, conformément à l'article 63 de la loi du 16 avril 1930 :

|                    |      |
|--------------------|------|
| Etat . . . . .     | 20 % |
| Communes . . . . . | 5 %  |

Cette dernière fraction est elle-même divisée en deux parties égales : la première moitié en étant attribuée à la commune sur laquelle fonctionne l'exploitation minière; si celle-ci en intéresse plusieurs la répartition est faite entre elles :

a) Pour les neuf dixièmes, au prorata des revenus des propriétés bâties à raison desquels l'exploitant

est imposé à la contribution foncière dans chacune d'elles, ces revenus étant augmentés, le cas échéant, de ceux que comportent par comparaison les propriétés bâties de l'exploitant temporairement exemptées de l'impôt foncier par application des lois du 8 août et du 1<sup>er</sup> avril 1926.

b) Pour le dixième restant, proportionnellement aux tonnages extraits, au cours de l'année écoulée, sur leurs territoires respectifs.

La deuxième moitié de la redevance forme pour l'ensemble de la France un fonds commun.

6° *Taxes créées par la loi du 28 mars 1897 en remplacement des droits d'octroi.*

7° *Droits sur la circulation des vins et sur les alcools.* — Une partie de ces droits sont également attribués aux communes (articles 83 et 87 de la loi du 25 juin 1920).

8° *Taxes diverses.*

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et usagers des cours d'eaux non navigables et de leurs dérivations, dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux (articles 8 à 17 de la loi du 8 avril 1898).

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations (loi du 28 mai 1858).

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains.

Taxe d'établissement des trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêté-

tés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris (loi du 26 mars 1873).

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (loi du 16 septembre 1807).

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (loi du 23 juin 1857, article 25) (4).

#### § 2. — Taxes perçues au profit des départements.

Celles-ci sont peu nombreuses, on ne peut guère citer que la taxe sur les automobiles; le département reçoit le produit de la majoration de 25 % établie par l'article 100 de la loi du 25 juin 1920 sur les droits perçus par l'Etat.

#### § 3. — Taxes instituées par la loi du 13 août 1926.

La loi du 13 août 1926 a réalisé une réforme importante pour les finances départementales et communales; son article 1<sup>er</sup> autorise en effet les communes à créer diverses taxes directes et indirectes sous la seule réserve de l'approbation préfectorale et sans avoir à supprimer les droits d'octroi: l'article 4 de la même loi donne également au département la faculté de se créer de nouvelles ressources

---

(4) Les communes peuvent également percevoir, conformément aux dispositions de l'article 140 de la loi du 5 avril 1884, diverses taxes. Des lois d'intérêt local ont, en effet, autorisé certaines communes à percevoir des taxes particulières pour la construction et l'entretien des égouts, pour l'affouage, le pâturage, la participation aux produits des tourbières, etc.

par l'établissement de taxes semblables à celle que l'article 1<sup>er</sup> met à la disposition des communes.

Les taxes ainsi créées sont les suivantes :

1° Licence à la charge des commerçants de boissons, en addition au droit de licence perçu pour le compte de l'Etat.

2° Taxe sur les chevaux, mules, mulets et voitures.

3° Taxes sur les billards publics ou privés.

4° Taxe sur les cercles, sociétés ou lieux de réunion.

5° Taxe sur le revenu net des propriétés bâties.

6° Taxe sur le revenu net des propriétés non bâties.

7° Taxe sur les balcons et sur les constructions en saillie.

8° Taxe d'habitation d'après la valeur des locaux d'habitation.

9° Taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession.

10° Taxe sur les locaux loués en garni.

11° Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

12° Taxe sur les véhicules automobiles, les cyclecars et motocyclettes, dans les limites et conditions fixées par l'avant-dernier paragraphe de l'article 5 de la loi du 3 août 1926.

13° Taxe sur les instruments de musique à clavier (pianos, orgues, harmoniums).

14° Taxe sur les domestiques attachés à la personne (précepteurs, préceptrices et gouvernantes).

15° Taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz et l'électricité.

16° Taxe de déversement à l'égout.

17° Taxe sur l'exploitation ou la location de terrains de plaisance, de tennis, de golf et autres emplacements analogues.

18° Taxe sur les établissements de nuit.

19° Taxe sur les entrées payantes aux champs de course, autodromes et vélodromes.

20° Taxe sur la publicité faite à l'aide soit de panneaux réclames, soit d'affiches, soit d'enseignes lumineuses.

21° Taxe sur les chasses louées ou gardées.

22° Taxe sur les distributeurs automatiques, les orchestrons, les phonographes et instruments analogues, fonctionnant dans les cafés, débits, estaminets et autres établissements publics.

23° Taxe sur le colportage.

Les communes peuvent établir toutes les taxes qui viennent d'être énumérées; les départements, aux termes de l'article 4 de la loi du 13 août 1926, peuvent établir des taxes semblables, à l'exception de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe de déversement à l'égout. Les délibérations des Conseils généraux, portant création de ces taxes, sont soumises à approbation.

Le maximum des taxes départementales est égal à la moitié des maxima fixés pour les taxes communales par le règlement du 11 décembre 1926; il ne peut, par ailleurs, être dépassé qu'à titre excep-

tionnel, et dans ce cas la procédure d'autorisation est celle du décret rendu en Conseil d'Etat.

Parmi ces taxes, certaines viennent en addition de la contribution d'Etat. Dans ce cas, la quotité maxima des taxes locales est toujours fixée pour les communes à 25 % du montant de l'impôt d'Etat et, par suite, à 12,50 % pour le département.

## **SECTION V. — LES FONDS COMMUNS**

### **§ 1<sup>er</sup>. — Nature des fonds communs.**

La création des fonds communs constitue un système comparable à celui des centimes additionnels, avec cette différence toutefois qu'elle associe les départements et communes à l'Etat dans le bénéfice des impôts indirects, tandis que les centimes additionnels sont des impôts directs; avec également cette différence que l'Etat possède toute latitude pour la répartition des fonds communs.

### **§ 2. — Fonds communs du produit des amendes et condamnations pécuniaires répressives prononcées dans chaque département.**

Les quatre cinquièmes du montant des amendes infligées reviennent à un fonds dont les revenus sont destinés aux Bureaux de Bienfaisance (article 11 de la loi du 26 décembre 1890 et article 45 de la loi du 26 avril 1893).

### **§ 3. — Le fonds commun de la carte d'identité des étrangers.**

Il a été institué en 1925.

§ 4. — **Le fonds commun des contributions indirectes.**

Ce fonds est constitué par une partie des droits sur les boissons dont le montant est réparti annuellement entre les communes.

§ 5. — **Le fonds commun des mines.**

Ce fonds est prélevé sur la redevance proportionnelle qui est de 25 % du produit net; ce prélèvement, qui est de 2,5 % de ce même produit, est réparti annuellement entre les communes où se trouvent domiciliés au moins vingt-cinq ouvriers ou employés occupés à l'exploitation des mines ou aux industries annexes et au prorata du nombre de ces ouvriers ou employés (article 4 de la loi du 8 avril 1910, modifié par l'article 63 de la loi du 16 avril 1930).

§ 6. — **Le fonds commun du chiffre d'affaires.**

Une part du produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires revient aux départements et communes. Cette part est différente suivant la nature des objets taxés. Elle est réglée ainsi qu'il suit :

*a)* Affaires faites à destination de l'intérieur (taux de 2 %, prélèvement de 0,10 %).

*b)* Affaires faites par les entreprises de journaux (taux de 1,30 %, prélèvement de 0,10 %).

*c)* Ventes de charbons (taux de 2,50 %, prélèvement de 0,15 %).

La part revenant aux départements est d'un tiers. celle revenant aux communes de deux tiers.

En l'état actuel de la législation cette répartition. réglée conformément aux dispositions de l'article

6 de la loi du 30 juin 1925, modifié par l'article 19 de la loi du 31 mars 1927 et par l'article 30 de la loi des finances de 1928, est opérée entre les communes et les départements au prorata de la population municipale totale et de la population départementale, telle qu'elle a été déterminée par le recensement de 1926. En ce qui concerne les communes directement atteintes par les événements de guerre, les résultats du recensement de 1911 continuent à être retenus, si le recensement de 1926 fait apparaître une diminution du nombre d'habitants.

Ce mode de répartition joué, en ce qui concerne les départements, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour attribuer à ceux-ci deux francs par tête d'habitant.

L'excédent, s'il y en a un, est alors réparti entre les départements au prorata de la population, mais en affectant à cette population des coefficients 1, 2, 3, 4, 5 et 6, selon que la valeur du centime démographique, dans les trois dernières années pour lesquelles elle aura pu être calculée, aura été :

Supérieure à 10 centimes.

Comprise entre 10 et 9 centimes.

|   |   |        |   |
|---|---|--------|---|
| — | — | 9 et 8 | — |
| — | — | 8 et 7 | — |
| — | — | 7 et 6 | — |

Inférieure à 6 centimes.

Les répartitions entre les communes et les départements sont effectuées de manière que ces collectivités reçoivent la moitié approximative de ce produit, par quarts, au 30 avril, 30 juin, 30 septembre

et 31 décembre, le solde étant versé au 31 mars suivant (5).

## **SECTION VI. — LA DETTE DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE**

Le Conseil général peut voter, sans autorisation spéciale, des emprunts remboursables, dans un délai qui ne doit pas excéder trente années, sur les ressources ordinaires et extraordinaires (article 40 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 30 juin 1907).

Les emprunts votés par le Conseil municipal, remboursables dans un délai n'excédant pas trente ans, sont par contre soumis à l'approbation préfectorale. Si la durée du remboursement excède trente ans, l'autorisation d'emprunter doit être donnée par décret rendu en Conseil d'Etat; il en serait de même si la somme empruntée, seule ou ajoutée à d'autres emprunts non remboursés, dépassait six millions, à la condition toutefois que cette somme soit supérieure à la moyenne des recettes constatées dans les trois derniers comptes administratifs de la commune. (Loi du 5 avril 1884, article 142, modifié par la loi du 7 avril 1902, et article 143, modifié par la loi du 7 avril 1902 et le décret du 5 novembre 1926, article 17.)

A vrai dire, les Conseils généraux et les Municipalités n'ont pas abusé de l'emprunt qui, tout en étant une ressource abondante et facile, n'en grève

---

(5) C. F. Morillot et Gardes. *L'impôt sur le chiffre d'affaires*, p. 197.

pas moins lourdement les budgets futurs; d'ailleurs, les difficultés financières et les taux d'intérêt excessifs qui résultaient de la crise monétaire devaient en détourner les collectivités locales. Le tableau ci-dessous donne une idée de l'importance de la dette des départements et communes :

|                                                | 31 Déc. 1913    | 31 Déc. 1928     |
|------------------------------------------------|-----------------|------------------|
| Dette des départements.....                    | 1.142 millions. | 3.334 millions.  |
| Dette des communes (non<br>compris Paris)..... | 1.896 millions. | 4.606 millions.  |
| Dette de la Ville de Paris...                  | 2.958 millions. | 7.480 millions.  |
| TOTAL.....                                     | 5.996 millions. | 15.420 millions. |

Ainsi la dette de ces collectivités a à peine triplé de 1913 à 1928, ce qui permet d'affirmer, même en tenant compte des emprunts émis depuis le 31 décembre 1921, que sa valeur réelle a diminué. En effet, le montant or de cette dette est passé du 31 décembre 1913 au 31 décembre 1928 de 5.996 millions-or à 3.150 millions-or. C'est la conséquence de la prudente politique de nos assemblées locales qui ont préféré, même au prix de l'ajournement de travaux urgents, s'abstenir de recourir à un système qui a mené les villes allemandes à la faillite.

## CHAPITRE II

---

### *Les Budgets départementaux*

---

Le budget du département est préparé par le Préfet qui doit le communiquer à la Commission départementale dix jours au moins avant l'ouverture de la deuxième session du Conseil général de l'année précédant celle à laquelle ce budget s'applique.

La délibération du Conseil général qui en porte approbation est définitive, sauf recours du Préfet qui peut, dans un délai de dix jours à dater de la fin de la session, en demander l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique. Si l'annulation n'est pas prononcée dans le délai de six semaines à dater de la notification de recours au président du Conseil général et à celui de la Commission départementale, la délibération est exécutoire (article 47 de la loi du 10 août 1871, modifié par l'article 3 du décret du 5 novembre 1926).

D'autre part, le budget doit être réglé par décret s'il fait état d'une recette exigeant l'approbation de l'autorité supérieure (article 57 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 29 juin 1899 et le décret du 5 novembre 1926, article 6).

## SECTION I

### VOTE DES CENTIMES ADDITIONNELS AUX TROIS VIEILLES CONTRIBUTIONS

Les centimes sont, ainsi qu'il a été indiqué, des impôts directs accolés aux vieilles contributions, un centime additionnel représentant un centime du franc de principal dû fictivement à l'Etat.

Il en existe diverses catégories que l'on peut ainsi classer :

#### § 1<sup>er</sup>. — Centimes

**ne portant pas sur les quatre contributions.**

1° Centimes sans affectation spéciale sur les contributions foncières (bâties et non bâties) et sur la contribution mobilière.

2° Centimes sur les contributions foncières pour l'établissement du cadastre (loi du 2 août 1829, article 4) : maximum, 5 centimes.

3° Centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties pour le renouvellement ou la révision et la conservation du cadastre (loi du 17 mars 1898, article 2) : maximum, 1 centime.

#### § 2. — Centimes portant sur les quatre contributions.

1° Centimes sans affectation spéciale.

2° Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (loi du 21 mai 1836, articles 8 et 12).

3° Centimes pour dépenses annuelles et permanentes en cas d'insuffisance de revenus.

Le Conseil général peut également, lors de la discussion du budget extraordinaire, voter des cen-

times sur les quatre contributions pour dépenses accidentelles ou temporaires (article 59 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907).

Le Parlement avait donné la faculté aux Conseils généraux de voter, en contre partie de la suppression du droit proportionnel sur l'habitation, des centimes additionnels à la contribution des patentes et même aux trois anciennes contributions (article 65 de la loi du 16 avril 1930). La loi en cause n'étant pas encore en vigueur, ces assemblées n'ont pas eu l'occasion de profiter de la latitude qui leur était laissée à cet égard.

## **SECTION II. — VOTE DES DIVERSES TAXES ET DISPOSITIONS FINANCIERES DIVERSES PAR LE CONSEIL GENERAL**

Ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, l'article 4 de la loi du 13 août 1926 permet au Conseil général d'établir, sous réserve de l'approbation qui lui en est donnée par décret, les taxes énumérées à l'article 1<sup>er</sup> de cette loi, exception faite des taxes d'enlèvement des ordures ménagères et de déversement à l'égout.

C'est également à cette assemblée qu'il appartient, au cours de sa deuxième session ordinaire, de fixer chaque année le taux de conversion en argent de la prestation en nature (article 4 de la loi du 21 mai 1836).

---

## CHAPITRE III

---

### *Les Budgets communaux*

---

Le budget de la commune est préparé par le Maire et voté par le Conseil municipal au cours de la session de Mai; il est réglé par le Sous-Préfet dans les communes de son arrondissement et par le Préfet dans les communes du ressort du chef-lieu; il doit toutefois toujours être réglé par ce haut fonctionnaire lorsque les recettes ordinaires dépassent dix millions (article 145 de la loi du 5 avril 1884, modifié par l'article 30 du décret du 5 novembre 1926).

#### **SECTION I. — VOTE DES CENTIMES ADDITIONNELS**

Les ressources communales consistent principalement en des centimes additionnels aux vieilles contributions; on distingue parmi ceux-ci :

1° *Les centimes ordinaires.* — Ce sont des centimes votés par les Conseils municipaux, en application de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, dont le produit est destiné à couvrir les dépenses générales de la commune. Le maximum en est fixé annuellement par la loi relative aux impositions locales; ils ne portent pas sur la contribution des patentes.

2° *Les centimes spéciaux.* — L'imposition de ces centimes est autorisée par diverses lois, certains ne portent pas sur toutes les contributions.

**A) Centimes ne portant pas sur les quatre contributions**

Les Conseils municipaux peuvent voter :

*a)* Cinq centimes sur la contribution foncière des propriétés non bâties, pour le renouvellement ou la révision et la conservation du cadastre (article 2 de la loi du 17 mars 1898).

*b)* Huit centimes imposés d'office au titre de la contribution des patentes, en remplacement du prélèvement de 8 % précédemment opéré au profit des communes sur le principal réel de cette contribution (article 44 de la loi du 31 juillet 1917).

**B) Centimes portant sur les quatre contributions**

*a)* Cinq centimes pour les dépenses des chemins vicinaux de toute catégorie, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires de la commune (article 2 de la loi du 21 mai 1836).

*b)* Trois centimes affectés aux chemins vicinaux article 141 de la loi du 5 avril 1884, modifié par la loi du 7 avril 1902).

*c)* Trois centimes destinés aux dépenses des chemins ruraux reconnus (article 10 de la loi du 20 août 1881 et article 11 de la loi du 5 avril 1884, modifiés par la loi du 7 avril 1902).

*d)* Centimes perçus pour le payement du salaire des gardes champêtres et dont le nombre n'est limité que par le montant de la dépense à assurer,

mais qui ne peuvent être perçus qu'en cas d'insuffisance des revenus ordinaires des budgets (article 1<sup>er</sup> du décret du 23 fructidor, an XIII, et article 16 de la loi du 31 juillet 1867).

e) Trois centimes votés, en cas d'insuffisance des ressources ordinaires et des centimes extraordinaires, en faveur des familles nécessiteuses des soldats de la réserve retenus sous les drapeaux (article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 décembre 1882).

f) Centimes nécessaires pour faire face aux dépenses de l'assistance médicale gratuite, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires et des ressources spéciales (article 27 de la loi du 15 juillet 1893).

g) Cinq centimes pour les dépenses des syndicats de communes. En effet, aux termes de la loi du 22 mars 1890 : « Le budget du syndicat pour-  
« voit aux dépenses de création et d'entretien des  
« établissements ou services pour lesquels le syn-  
« dicat est constitué ». Les recettes de ce budget sont constituées par la contribution des communes associées qui doivent en effectuer le payement, pendant la durée de l'association et dans la limite des nécessités du service, telle que les délibérations initiales des Conseils municipaux l'ont déterminée. Les communes associées pourront affecter à cette dépense leurs ressources ordinaires ou extraordinaires disponibles. Elles sont en outre autorisées à voter cinq centimes spéciaux.

3° Centimes pour insuffisance de revenus et centimes extraordinaires. — Les centimes pour insuffisance de revenus n'ont pas d'affectation spéciale; ils sont destinés à couvrir les excédents des dépenses ordinaires sur les recettes de même nature.

Les centimes extraordinaires sont affectés à des dépenses extraordinaires ou à des remboursements d'emprunts.

Ces centimes sont applicables aux quatre contributions; le maximum en est fixé annuellement dans chaque département par le Conseil général dans la limite d'un maximum qui a été lui-même fixé par le Parlement dans la loi relative aux impositions locales.

4° *Centimes de remplacement des droits d'octroi.* — Les communes ont la faculté de s'imposer des centimes, dont le maximum est de vingt, sur les quatre contributions en remplacement des droits d'octroi (article 4 de la loi du 29 décembre 1897).

Les centimes ordinaires et les centimes spéciaux peuvent être perçus sans avoir été soumis à l'approbation de l'autorité supérieure; il en est de même des centimes pour insuffisance de revenus et des centimes extraordinaires, mais seulement dans la limite du maximum qui est fixé annuellement par le Conseil général de chaque département. Par contre, si le nombre des centimes prévus dépasse le maximum fixé, le vote des Conseils municipaux doit recevoir la sanction préfectorale.

Dans le cas où le Conseil municipal aurait omis d'inscrire dans le budget les recettes exigées pour le paiement d'une dépense obligatoire, il y serait pourvu d'office, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par un décret pris après avis du Conseil d'Etat (article 149 de la loi du 5 avril 1884, modifié par l'article 32 du décret du 5 novembre 1926).

## **SECTION II. — VOTES DES TAXES DIVERSES**

### **§ 1<sup>er</sup>. — Taxe sur les chiens.**

Elle constitue pour les communes une ressource obligatoire. Les tarifs en sont fixés, sur délibération du Conseil municipal soumise à l'approbation préfectorale, dans la limite des maxima fixés par la loi du 17 juillet 1931.

Les droits sont triplés en cas de non déclaration, ils sont doublés en cas de la déclaration inexacte ou incomplète (article 10 du décret du 4 août 1855).

### **§ 2. — Taxe des prestations.**

Les communes font usage de la prestation chaque fois que l'ensemble de leurs ressources ordinaires, augmenté du produit des cinq centimes spéciaux autorisés par la loi du 21 mai 1836 ne leur permet pas de couvrir leurs dépenses de vicinalité; lorsque le Conseil municipal néglige de voter les dépenses nécessaires pour l'entretien de son réseau vicinal, le Préfet y pourvoit d'office et prend un arrêté imposant les journées de prestations (article 70 de l'Instruction générale sur les chemins vicinaux du 6 décembre 1870). Ainsi que nous l'avons déjà vu, le Conseil général arrête au cours de sa deuxième session ordinaire le taux de conversion de la prestation en nature, en argent.

### **§ 3. — Taxe vicinale.**

Les Conseils municipaux peuvent substituer à la taxe des prestations la taxe vicinale; celle-ci consiste en centimes additionnels aux quatre anciennes

contributions; les délibérations prises annuellement à cet effet par les Conseils municipaux sont exécutoires de plein droit, à moins que le nombre des centimes votés n'excède vingt; dans ce cas, l'autorisation du Conseil général est nécessaire.

**§ 4. — Taxe en remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques.**

La loi du 29 décembre 1897 a permis aux communes de supprimer les droits d'octroi sur les boissons hygiéniques; elle leur a, par contre, donné la faculté d'instituer certaines taxes dont le produit est destiné à compenser la diminution de recettes résultant de cette suppression; elles sont soumises à la sanction législative. C'est ainsi qu'elles peuvent établir, sous réserve de l'approbation préfectorale, une licence à la charge des commerçants de boissons; celle-ci comporte un droit fixe et un droit proportionnel dont les taux sont fixés par l'article 2 de la loi du 16 juin 1898 et par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1900).

Les communes peuvent également établir des taxes en addition à la taxe sur les chevaux, mules, mulets et voitures, à la taxe sur les cercles et à la taxe sur les chiens; elles pouvaient également voter telles taxes qu'elles entendaient à condition que celles-ci portent sur des propriétés et objets situés dans la commune, qu'elles soient proportionnelles et atteignent uniformément tous les contribuables.

**§ 5. — Taxes prévues par l'article premier de la loi du 13 août 1926.**

L'article 1<sup>er</sup> de la loi autorise les communes à percevoir certaines taxes, sous la seule réserve de

l'approbation préfectorale. A cet effet, les Conseils municipaux prennent une délibération communiquée par le Préfet au Directeur de l'Administration financière compétente pour avis. Dans les cas où les maxima prévus seraient dépassés, la délibération devrait être approuvée par décret rendu en Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les taxes additionnelles aux impôts d'Etat, le maximum est fixé au quart de cet impôt d'Etat.

Les taux des taxes exigeant une assiette spéciale sont fixés par le décret du 11 décembre 1926.

1° *Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.* — Le taux maximum de la taxe est fixé à 6 % des revenus nets imposables (article 11 du décret du 11 décembre 1926).

Les communes peuvent d'ailleurs adopter des taux variant suivant les quartiers et doivent exempter de l'impôt certaines parties du territoire communal où le service d'enlèvement n'est pas assuré.

2° *Taxe de déversement à l'égout.* — Le taux maximum de la taxe est fixé à 6 % du revenu net des propriétés imposables; les immeubles exemptés de l'impôt foncier soit à titre permanent, soit à titre provisoire peuvent être assujettis à un droit qui ne peut dépasser 50 francs par chute (article 16 du décret du 11 décembre 1926).

Les Conseils municipaux peuvent également adopter des taux différents suivant les maisons.

3° *Taxe d'habitation d'après la valeur locative des locaux d'habitation.* — Le taux de la taxe ne

peut excéder 6 % des valeurs locatives imposables. Les communes ont la latitude de n'asseoir l'imposition que sur la base obtenue après déduction d'un minimum de loyer, majoré, le cas échéant, en raison des charges de famille.

Les assemblées municipales n'ont pas toutefois toute liberté pour déterminer les conditions d'application de ces dispositions.

D'une part, en effet, le montant de la déduction à titre de minimum de loyer est limité au quart du loyer moyen déterminé en divisant le montant total des valeurs locatives d'habitation retenues pour l'assiette de la contribution mobilière dans la commune par le nombre des contribuables assujettis à cette contribution.

D'autre part, le montant de la déduction supplémentaire pour charges de famille ne peut dépasser le double du minimum de loyer, de telle sorte qu'au total l'abattement à la base ne doit être en aucun cas supérieur au triple du minimum de loyer (article 8 du décret du 11 décembre 1926).

4° *Taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession.* — Le taux ne peut dépasser 6 % des valeurs locatives imposables (article 9 de la loi du 11 décembre 1926).

5° *Taxe sur les domestiques attachés à la personne, précepteurs, préceptrices et gouvernantes.* — L'article 14 du décret du 11 décembre 1926 divise cette taxe en deux impôts :

a) *Domestiques.* — Les maxima fixés par la loi sont variables en raison de la population des communes où les éléments taxables sont imposés. Les

Conseils municipaux peuvent doubler la taxe en ce qui concerne les domestiques masculins.

b) Précepteurs. — La taxe ne peut pas dépasser 100 francs par personne.

6° *Taxe sur les instruments de musique.* — Les tarifs sont ainsi fixés :

Pianos droits et harmoniums : 30 francs.

Autres instruments : 60 francs.

Les Conseils municipaux ne peuvent établir une autre classification; il leur est, par contre, loisible de doubler la taxe applicable aux propriétaires de deux pianos; cette disposition ne s'applique pas aux professeurs, fabricants ou marchands.

7° *Taxe sur les chasses gardées.* — Le taux de la taxe est fixé à 3 % du prix de location de chaque chasse, sans pouvoir être inférieur à 1 franc ni excéder 3 francs par hectare et sans que le montant de la taxe puisse être supérieur au prix de location.

8° *Taxe sur les balcons et constructions en saillie.* — Le tarif est établi soit au mètre superficiel, soit au mètre linéaire; des tarifs différents peuvent être adoptés suivant les quartiers. Les maxima fixés varient en raison de la population des communes où la taxe est établie.

9° *Taxe sur les distributeurs automatiques, les orchestrions, phonographes et instruments analogues* fonctionnant dans les cafés, débits, estaminets, hôtels et autres établissements publics.

La taxe est établie à raison de 15 francs au maximum par an et par appareil imposable.

10° *Taxe sur les billards publics et privés.* — La taxe est établie dans les conditions déterminées pour la taxe d'Etat par les lois des 16 septembre 1871, 30 décembre 1916 et 31 décembre 1921. Elle est perçue par l'Administration des Contributions Indirectes, en même temps que la taxe d'Etat et suivant les mêmes modalités. Le tarif applicable est de : (article 4 du décret du 11 décembre 1926).

90 francs à Paris;

45 francs dans les communes de plus de 50.000 habitants, Paris excepté;

22 fr. 50 dans les communes dont la population est comprise entre 10.000 et 50.000 habitants;

9 francs dans les communes dont la population est inférieure à 10.000 habitants.

Toutefois, les fabricants et marchands de billards ne sont pas assujettis à la taxe.

11° *Taxe sur les locaux loués en garnis.* — La taxe prévue par l'article 10 du décret du 11 décembre 1926 est établie comme en matière de contributions indirectes et s'élève au maximum à 6 % du montant du prix des locations.

Sont exemptés :

a) Les garnis destinés à recevoir les indigents moyennant une rémunération inférieure à la normale ou sans rémunération.

b) Les locaux meublés d'habitation lorsque les habitants de ces locaux sont déjà assujettis à la taxe d'habitation.

c) Les locaux dont le prix est inférieur au prix minimum fixé par un arrêté municipal.

12° *Taxe sur les véhicules automobiles, cycles-cars et motocyclettes.* — Elle est recouvrée, comme la taxe d'Etat, par l'Administration des Contributions Indirectes, le taux maximum ne peut dépasser 17 % de la taxe d'Etat.

Lorsqu'un contribuable a plusieurs résidences dans des communes différentes, on lui fait application de la taxe la plus élevée, qui est ensuite répartie par parts égales entre les communes intéressées.

13° *Taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz et l'électricité.* — Le taux ne peut pas dépasser 4 % du montant de la facture (article 15 du décret du 11 décembre 1926).

Lorsque le consommateur est son propre fournisseur, il intervient entre la commune et lui une convention réglant à forfait le montant de la taxe. En cas de désaccord, le contribuable est taxé d'office, mais il peut se pourvoir devant le Préfet.

La taxe n'est pas due :

a) Pour l'éclairage du domaine public, national, départemental et communal.

b) Pour l'éclairage des véhicules.

Le recouvrement est effectué comme en matière de contributions indirectes.

14° *Taxe sur l'exploitation ou la location des terrains de plaisance, de tennis, de golf et autres emplacements analogues.* — L'article 17 du décret du 11 décembre 1926 stipule que l'impôt ne peut dépasser 3 % du revenu qui est annuellement déclaré par l'exploitant à la Mairie.

Lorsque le terrain est utilisé par une Société, la commune a le choix entre deux modes de taxation : elle peut soit prélever 3 % sur le montant des cotisations, soit établir une taxe de 300 francs par hectare.

15° *Taxe sur les établissements de nuit.* — La redevance est de 6 % du montant de la recette brute réalisée après l'heure normale de fermeture; à cet effet, le propriétaire du fonds doit adresser tous les mois à la Mairie un relevé de sa recette; le recouvrement est également effectué comme en matière de contributions indirectes.

16° *Taxe sur les entrées aux champs de course* (article 19 du décret du 11 décembre 1926).

« La taxe est perçue dans les conditions déterminées pour la taxe d'Etat par l'article 95 de la loi du 25 juin 1920 et le décret du 27 septembre 1920. »

La commune prend 1,80 % de la recette si elle est comprise entre 500.000 et 3.000.000 francs, 3 % si elle est comprise entre trois et six millions, 4,50 % si elle est comprise entre six et dix millions, 6 % au-dessus de dix millions.

La taxe est recouvrée par les agents des Contributions Indirectes.

17° *Taxe sur la publicité.* — La taxe est recouvrée comme en matière de droit de timbre des affiches, perçu au profit de l'Etat (article 20 du décret du 11 décembre 1926).

18° *Taxe sur les chasses louées* (article 21 du décret du 11 décembre 1926).

La taxe est perçue dans les conditions prévues pour l'impôt d'Etat par la loi du 31 juillet 1920, article 19.

Le taux est de 3 % du prix de location augmenté des charges. Au cas où la chasse s'étend sur plusieurs communes, la répartition du produit de la taxe est effectuée entre celles-ci proportionnellement à la superficie louée. La perception de l'impôt est assurée par l'Administration de l'Enregistrement.

19° *Taxe sur le colportage* (article 23 du décret du 11 décembre 1926).

Elle est due par tous ceux qui exercent, sur la voie publique, un commerce ambulancier soumis ou non à la patente.

Elle s'élève à 1 franc par jour si les objets vendus sont transportés par voiture, à 0 fr. 50 dans le cas contraire.

Le recouvrement en est effectué comme en matière de contributions indirectes.

Quant aux autres taxes, elles se superposent simplement à d'anciennes taxes ou impôts d'Etat.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### *La crise des finances locales*

---

#### § 1<sup>er</sup>. — L'évolution des dépenses locales.

Avant la guerre, les dépenses locales, obéissant à la loi commune, avaient déjà subi une augmentation importante due à l'extension prise par les services régionaux en raison de la décentralisation administrative. C'est ainsi que le montant des dépenses départementales était passé de 192 millions en 1869 à 614 millions en 1913; celui des dépenses communales de 450 à 1.039 millions.

Cependant ces augmentations s'étaient produites à un rythme relativement lent, et dans ces conditions les collectivités locales avaient pu, par un aménagement progressif de leurs ressources, parer à ce surcroît de charges. La guerre allait changer cette situation.

De 1913 à 1929, les dépenses des départements sont passées de 614 à 4.821 millions, celles des communes de 1.039 millions à environ dix milliards, accroissements plus que proportionnels à la dépréciation de la monnaie.

Cette augmentation s'est surtout produite depuis la guerre. Ainsi qu'il ressort de l'exposé des mo-

tifs du projet de réforme des finances locales, actuellement soumis au Parlement, « le pourcentage annuel d'accroissement des budgets départementaux a atteint, de 1913 à 1918, 3 % seulement dans les années de guerre. Il s'est relevé à 57 % dans les trois années qui ont suivi l'armistice, de 1918 à 1921, pour tomber à 10 % entre 1921 et 1925, et remonter à 18 % entre 1926 et 1929.

Ces chiffres ont d'ailleurs été dépassés dans les communes suburbaines où d'importants mouvements de population se sont produits. On a cité à la tribune du Sénat des communes telles que Drancy dont la population est passée de 4.190 habitants en 1911 à 31.849 en 1926 et le budget de 59.085 francs à plus de seize millions, telle que Parais (Seine-et-Oise), où la population est passée, pendant le même laps de temps, de 59 habitants à 1.859 et le budget de 4.858 francs à un million.

Enfin, des budgets comme ceux du département de la Seine (1.500 millions) et de la Ville de Paris (3 milliards), ont pris l'ampleur de véritables budgets d'Etat.

## § 2. — Causes de l'augmentation des dépenses locales.

Ce résultat est dû à l'accroissement sensible des dépenses d'assistance qui sont passées entre 1913 et 1929 de 225 millions à 1.500 millions; d'entretien des chemins vicinaux passées de 900 millions en 1927 à 1.300 millions en 1929.

Il ne faut également pas perdre de vue que les départements et communes, à titre de collaborateurs de l'Etat, prennent à leur compte des charges

dont le poids ne devrait être supporté que par ce dernier. Dans cet ordre d'idée, il faut citer les dépenses de transport et de communication (routes départementales, chemins vicinaux et ruraux, chemins de fer et services automobiles d'intérêt local); d'enseignement (construction et entretien des écoles (6)).

Par ailleurs, certaines communes, dont l'extension au cours de ces dernières années a été rapide, ont dû procéder à l'aménagement de quartiers entiers et supporter un surcroît de charges résultant de la mise en état des voies de communication, de l'installation de l'éclairage, d'adductions d'eaux, de la construction d'hôpitaux.

Un peu partout il a aussi fallu passer à la réalisation des grands travaux publics dont l'exécution avait été interrompue par la guerre.

Il est aussi exact que nos collectivités locales, s'inspirant d'un interventionnisme socialiste, ont pris en mains la gestion de services industriels et commerciaux nouveaux qui n'ont pas toujours donné les résultats escomptés et dont fréquemment le résultat commercial s'est traduit par un déficit.

C'est également un fait que les méthodes adoptées, en matière financière, par certaines assem-

---

(6) Il est à noter que les communes reçoivent à cet effet d'importantes subventions de l'Etat. (Voir notamment les lois des 30 juin 1885, 19 décembre 1926, art. 83; 16 avril 1930, art. 159; décret du 17 mars 1931); etc.

blées locales, ont souvent permis la critique de gestions qui n'étaient pas toujours prudentes et économes.

Quoi qu'il en soit, ces diverses causes se traduisent par une augmentation des dépenses sur laquelle il paraît impossible de revenir.

---

## CHAPITRE PREMIER

### *L'évolution des recettes*

Le législateur avait eu pour but d'assurer la stabilité des recettes locales; les collectivités locales ont, par suite, éprouvé une certaine gêne pour équilibrer leurs budgets.

#### § 1<sup>er</sup>. — Les centimes additionnels.

Ainsi que nous l'avons déjà exposé, les taxes qui alimentent les budgets locaux sont essentiellement constituées par des centimes additionnels aux principaux fictifs de nos vieilles contributions. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des variations de ces principaux entre 1913 et 1929 :

| Années   | Foncier<br>bâti | Foncier<br>non bâti | Mobilière   | Portes<br>et fenêtres | Patente     |
|----------|-----------------|---------------------|-------------|-----------------------|-------------|
| 1913.... | 80.915.580      | 120.080.370         | 83.151.371  | 56.263.187            | 117.913.618 |
| 1925.... | 124.789.512     | 86.994.488          | 92.144.146  | 96.293.691            | 211.054.431 |
| 1926.... | 125.445.469     | 86.971.669          | 127.881.641 |                       | 276.719.135 |
| 1927.... | 127.385.151     | 86.937.701          | 137.153.886 |                       | 315.262.805 |
| 1928.... | 129.269.559     | 87.117.166          | 141.498.734 |                       | 343.379.820 |
| 1929.... | 130.864.664     | 86.868.153          | 145.501.438 |                       | 357.660.725 |

Cette statistique est une preuve de la stabilité des principaux des contributions foncières bâties et non bâties; quant à ceux de la mobilière et surtout de la patente, s'ils ont augmenté ce n'est que dans une proportion bien inférieure à celle de la dépréciation de la monnaie; le coefficient d'accroissement de chacun d'eux entre 1913 et 1929 a été de 34 et de 185 %.

Le peu d'élasticité de la base imposable a donc eu pour conséquence d'amener les assemblées locales à augmenter les taux de prélèvement; c'est ce qui est la cause qu'aujourd'hui le nombre des centimes dépasse pour de nombreuses communes le millier, parfois même 2.500, ou même approche de 3.000 (2.903 centimes à Candillargues (Hérault).

Le taux d'un impôt a cependant des limites et celles-ci paraissent proches : la contribution foncière absorbe parfois l'intégralité du revenu cadastral, le centime le franc de la contribution des patentes atteint 20 francs, alors qu'il approchait à peine de 3 ou 4 francs avant la guerre.

Certes, les bases d'imposition sont fictives, mais cela n'empêche pas que les taux appliqués sont plus dangereux par leurs conséquences psychologiques que par leurs conséquences effectives.

Quoi qu'il en soit, l'objectif visé a été atteint et le produit des centimes additionnels a varié, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

| Années    | Départements  | Communes      |
|-----------|---------------|---------------|
| 1913..... | 282.541.000   | 301.944.000   |
| 1929..... | 2.693.180.000 | 2.616.220.000 |

§ 2. — **Les fonds communaux.**

Aux ressources anciennes est venu s'ajouter le produit des différents fonds, dont la plupart sont d'institution récente. Leur rendement a suivi la progression suivante :

| Années    | Départements | Communes    |
|-----------|--------------|-------------|
| 1920..... | 29.000.000   | 414.000.000 |
| 1929..... | 215.000.000  | 777.000.000 |

§ 3. — **Le produit des taxes nouvelles.**

Parallèlement à la création des fonds communs, le législateur s'est attaché, d'ailleurs dans une mesure limitée, à assurer aux départements et communes de nouvelles sources de revenus, et c'est dans ce but qu'a été votée la loi du 13 août 1926 qui met à leur disposition plus de vingt taxes nouvelles.

Malheureusement bon nombre de ces taxes, et ce sont les plus productives, se superposent purement et simplement aux anciens impôts; quant aux autres, elles n'atteignent que des éléments dont l'assiette est étroite et ne sont, par suite, que d'un faible produit.

La plupart ne sont d'ailleurs susceptibles de donner un rendement intéressant que dans les grands centres; encore celui-ci n'a-t-il dans un département comme celui de la Seine, représenté en 1930, que un pour cent du montant total des recettes. Dans d'autres départements il s'est chiffré par quelques milliers de francs.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les assemblées locales se soient en général abstenues d'y recourir; il n'y avait en 1930 que douze départements et 4.501 communes qui aient usé de la faculté qui leur était accordée.

## CHAPITRE II

---

### *L'incidence des impôts locaux*

---

Un impôt, selon Adam Smith, doit obéir à quatre règles : la règle de justice, de certitude, de commodité et d'économie.

#### SECTION I. — LA REGLE DE JUSTICE

« Tous les sujets d'un Etat doivent contribuer  
« au soutien du gouvernement dans la proportion  
« la plus juste possible avec leurs facultés respec-  
« tives, c'est-à-dire la plus exactement mesurée  
« sur le revenu dont chacun d'eux jouit sous la  
« protection du gouvernement. »

Ce principe est repris par la Déclaration des Droits de l'Homme, aux termes de laquelle la justice fiscale consiste à répartir la contribution commune entre tous les citoyens en raison de leurs facultés. Nous allons examiner en conséquence dans quelle mesure nos impôts satisfont à ces règles.

#### § 1<sup>er</sup>. — La contribution foncière.

En principe, elle devrait être proportionnelle aux facultés contributives des contribuables représentées en l'occurrence par le revenu net de leurs propriétés.

Or, d'une part l'impôt foncier non bâti n'est nullement conforme aux principes fondamentaux d'imposition du revenu net réel visés par le législateur; ce n'est, en effet, qu'un impôt forfaitaire, commode, mais qui ne suit pas les variations incessantes et parfois importantes du revenu réel.

D'autre part, l'impôt foncier bâti n'est pas réparti entre les propriétaires proportionnellement à leurs facultés respectives, surtout depuis la dernière révision des évaluations. La loi du 22 mars 1924, qui la prescrivait, édictait en effet que seule devait être retenue comme base d'imposition la valeur locative actuelle au jour de la clôture des opérations de révision. Celle-ci a été déterminée pour les immeubles loués à raison des locations ou baux en cours; pour les immeubles habités par leurs propriétaires par application à la valeur locative ancienne d'un coefficient de majoration déterminé par le contrôleur en accord avec les classificateurs; ce coefficient a été, en général, de 75 %.

Ainsi les rehaussements de valeurs locatives furent très inégaux : à la base on trouve, en effet, des baux d'avant-guerre prorogés (coefficient 1); au sommet, des loyers exactement multipliés par le coefficient de dépréciation de la monnaie; dans l'intervalle de ces limites toute une gamme de rehaussements divers, le plus courant étant de 75 % du prix du loyer d'avant-guerre (taux fixé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1923 pour les locaux faisant l'objet de locations verbales). Au-delà du coefficient 5, il a même été donné de constater des coefficients très supérieurs, justifiés par

des situations exceptionnelles ou par l'existence de monopoles commerciaux et résultant également de ce que la loi de l'offre et de la demande était faussée en matière de locations par les lois sur les loyers, ces dernières ayant eu pour effet de restreindre les offres de location alors que la demande se faisait particulièrement intense en raison de l'afflux de la population étrangère (7).

Par suite, une hausse considérable est intervenue dans les prix de location des immeubles dont les loyers n'étaient pas fixés par la loi.

De ce fait, les évaluations ont été diverses; l'absence et l'homogénéité de la dernière révision a encore été accentuée par l'article 5 de la loi du 25 avril 1925; celui-ci stipule qu'« à titre exceptionnel, en ce qui concerne les maisons soumises à la contribution foncière antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1926, la déduction opérée, pour la détermination du revenu net, ne sera, en aucun cas, inférieure au triple de la déduction accordée par application des dispositions de la loi susvisée (loi du 16 juillet 1910, article 2) sur la valeur locative précédemment attribuée à chaque immeuble ».

Par application de cette disposition, le revenu net d'un certain nombre d'immeubles s'est trouvé diminué des deux tiers, le montant de l'impôt subissant également une réduction proportionnelle.

---

(7) *Bulletin du Syndicat National des membres de l'Administration des Contributions Directes*, année 1931.

A titre d'exemple, on peut prendre trois immeubles, A, B et C, d'une valeur locative de 1.000 francs en 1914 :

A est par hypothèse occupé par son propriétaire.

B par un locataire jouissant d'un bail écrit.

C par un locataire verbal.

Avant la révision de 1925, ces trois immeubles figuraient respectivement à la matrice des propriétés bâties pour un revenu net de 750 francs.

Après la révision, la valeur locative de ces immeubles aura pu pour A passer de 1.000 à 1.750 francs, chiffre qui résulte de l'application à la valeur locative du coefficient normal de rehaussement du prix des loyers.

Pour B, ne pas varier si le bail ancien est toujours en cours.

Pour C, passer de 1.000 à 5.000 francs.

Quant aux nouveaux revenus nets, ils seront déterminés conformément aux errements anciens, sous la réserve toutefois que la déduction effectuée soit au moins du triple de l'ancien abattement.

Ces immeubles seront donc imposables :

A pour un revenu net de 1.000 francs.

B pour un revenu net de 250 francs.

C pour un revenu net de 4.250 francs.

La révision des évaluations aura eu pour conséquence d'imposer à des propriétaires d'immeubles de même valeur des charges disproportionnées.

Notons d'ailleurs que les revenus nets imposés ne correspondent plus à rien depuis que des lois successives ont permis la révision des baux anciens

et préparé, en matière de loyers, le retour au droit commun par étapes successives, dont la dernière doit s'achever en 1936.

Il apparaît donc qu'à l'heure actuelle les impôts fonciers ne sont plus en rapport avec les facultés des contribuables, mais correspondent seulement à des bases fictives qui n'ont même pas le mérite d'être proportionnelles entre elles.

## § 2. — **La contribution mobilière.**

Elle est déterminée différemment suivant que les communes ont plus ou moins de 5.000 habitants.

*Assiette de la contribution mobilière dans les communes de moins de 5.000 habitants.*

Dans celles-ci les répartiteurs, assistés du contrôleur des Contributions Directes, arrêtent pour chaque contribuable une base fictive qui doit être proportionnelle à la valeur locative des locaux d'habitation qu'il occupe; il n'est pas d'ailleurs nécessaire que la proportion entre cette base, désignée sous le nom de loyer matriciel, et la valeur locative soit la même dans toutes les communes, mais il est indispensable qu'elle soit la même pour les locaux occupés par les contribuables d'une même commune.

La détermination de la base d'imposition de chacun résulte donc de l'appréciation qui en est faite par une commission dont les avis peuvent être entachés d'erreur ou d'arbitraire. Or, il a été donné de constater que les répartiteurs ont une tendance naturelle à proportionner l'impôt aux revenus de chacun et à faire ainsi supporter les charges com-

munes par une minorité de contribuables, à transformer ainsi un impôt basé sur les signes extérieurs en impôt sur le revenu, ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi.

*Assiette de la contribution mobilière dans les communes de plus de 5.000 habitants :*

Dans ces communes, la contribution mobilière était établie sur un loyer matriciel égal au montant du loyer réel, après déduction, le cas échéant, d'un abattement susceptible d'être majoré à raison des charges de famille.

Ce mode de calcul a dû être abandonné du fait des perturbations subies par les loyers; l'impôt ne peut plus être assis comme dans les communes de moins de 5.000 habitants que sur des bases fictives. Celles-ci sont fixées différemment suivant les localités; c'est ainsi qu'à Paris le loyer matriciel est obtenu par l'application au loyer réel de 1914 d'un coefficient de 2,5 égal à celui qui a été fixé par la dernière loi sur les loyers.

Les nouvelles bases mobilières ne sont donc plus, dans de nombreux cas, en rapport avec les valeurs locatives réelles et ne satisfont plus à la règle d'équité.

Cette absence de proportionnalité se traduit non seulement dans la répartition de l'impôt entre les divers contribuables mais aussi dans les opérations de répartition et de sous-répartition du contingent départemental entre les arrondissements et les communes.

La répartition du principal fictif peut, en effet, être effectuée au prorata des valeurs locatives d'habitation imposables.

Or, ces valeurs dans les communes rurales, où généralement chacun est propriétaire de la maison qu'il habite, n'ont augmenté que dans une faible proportion lors de la dernière révision; par contre, elles ont subi un accroissement plus marqué dans les villes où d'abord les maisons habitées par leur propriétaire sont moins nombreuses et où, par ailleurs, la hausse des loyers a été plus importante que dans les campagnes. Entre diverses villes la hausse des loyers aura été différente, suivant qu'il s'est agi de villes bourgeoises ou bien de villes industrielles où en raison de l'afflux de la population nouvelle et de la pénurie des logements la hausse des loyers a été particulièrement sensible.

Par suite, lors des répartitions du principal fictif consécutives à la révision, les communes rurales se sont trouvées dégrevées, les villes surchargées, plus ou moins inégalement, suivant la catégorie à laquelle elles appartenaient. En résumé, on constate, d'une part une inégalité dans la répartition du principal fictif entre les arrondissements et les communes, ce qui a pour conséquence de créer une inégalité dans le montant de la part de l'impôt versé au département par les habitants de chaque commune; une inégalité dans la répartition de la contribution entre les habitants d'une même commune, en raison de la fixation arbitraire de la base d'imposition.

### § 3. — La contribution des patentes.

La patente qui, à l'origine, était une licence d'exercer le commerce, était devenue dans une cer-

taine mesure un impôt sur le revenu. Les éléments divers qui interviennent dans son assiette, le droit proportionnel lui-même avaient pour but de proportionner son montant à l'importance des affaires réalisées.

Depuis la guerre deux faits nouveaux sont venus modifier son incidence :

1° *La hausse des loyers.* — Ainsi que nous l'avons vu pour la contribution foncière, les prix des loyers ont varié très différemment suivant les conventions dont faisaient l'objet les locaux loués; par suite, l'impôt a frappé plus lourdement les contribuables qui avaient à supporter les loyers majorés au maximum et pour lesquels l'exercice d'une profession ou d'une industrie devenait de plus en plus difficile et de moins en moins rémunérateur; par contre, d'autres ont bénéficié d'une diminution au moins relative de leurs charges et se sont trouvés dans des conditions plus favorables pour la fabrication ou la vente de leurs produits.

2° *La dévalorisation du franc.* — En raison de la dévalorisation de l'unité monétaire, le droit proportionnel qui n'était qu'un élément secondaire de la patente en est devenu la partie la plus importante. Alors, en effet, que le droit fixe est resté immuable, la base imposable au droit proportionnel, représentée par la valeur locative des locaux professionnels, a subi une augmentation en raison inverse de la dépréciation de la monnaie. La nature même de la contribution des patentes en a été modifiée et il est apparu que son montant n'était plus fonction de la profession exercée mais seulement

du prix du loyer. Cette évolution de la patente a été encore accentuée du fait que le droit proportionnel portait tant sur les locaux professionnels que sur les locaux d'habitation; les familles nombreuses, dont les charges sont déjà lourdes, se sont trouvées dans une situation défavorable, ce qui n'est pas sans inconvénient dans un pays comme la France où l'excédent des naissances sur les décès est particulièrement faible. On ne peut donc s'étonner qu'un mouvement tendant à la suppression du droit proportionnel ait surgi; M. Louis Rollin s'en est fait l'interprète en déposant une proposition de suppression du droit proportionnel à laquelle le Parlement a donné la sanction législative.

Cette réforme n'est cependant pas entrée en vigueur, des lois successives en ont ajourné l'application; la dernière, celle du 17 juillet 1931, a décidé que sa mise en vigueur serait reportée jusqu'au vote de la loi portant réforme des impositions locales.

Deux obstacles s'étaient opposés à la réalisation de la réforme envisagée.

D'une part, les communes suburbaines auraient été privées de ressources importantes, inconvénient que l'on n'aurait pu éviter qu'en procédant à une majoration des anciens principaux fictifs et par conséquent des impositions individuelles.

D'autre part, on aurait exonéré presque totalement d'impôt les professions libérales qui ne sont assujetties à aucun droit fixe et qui n'auraient, dorénavant, été taxées qu'à raison de leurs locaux professionnels.

§ 4. — **Les taxes diverses et les fonds communs.**

En ce qui concerne les taxes qui se superposent aux anciens impôts, elles participent des mêmes inconvénients; quant aux autres elles sont dues à raison d'éléments particuliers possédés par l'assujetti ou à raison de services qu'il reçoit. Par contre, le système de répartition du fonds commun soulève de vives protestations; effectué en raison de la population de chaque département, il a pour effet de faire participer les contribuables des centres urbains aux dépenses des communes rurales, ce qui est contraire à l'esprit qui a présidé à la création des ressources des départements et des communes, groupements d'intérêts locaux qui ne doivent exiger une contribution que pour l'assurance de services locaux dont profite directement la population locale.

**SECTION II. — LA REGLE DE CERTITUDE**

« La taxe que chaque individu est obligé de payer  
« doit être certaine et ne doit jamais être arbi-  
« traire. Le temps du payement, la quotité à payer,  
« tout doit être clair et précis pour le contribua-  
« ble ainsi que pour toute autre personne. »  
(*Richesse de Nations*, livre 5, chapitre II, deuxième partie.)

Les principales conséquences de ces principes sont les suivantes :

1° Les règles relatives à l'assiette, au taux et au recouvrement ne doivent pas être établies par l'Administration mais lui être imposées.

2° Les textes législatifs doivent être suffisamment clairs pour permettre à chaque contribuable d'en saisir le sens et d'en faire l'application à son cas.

3° Les textes législatifs doivent recevoir une publicité suffisante.

4° Lorsque l'impôt est perçu à la fois pour plusieurs personnes administratives, la part revenant à chacune d'elles doit apparaître clairement (8).

Dans notre système, les règles relatives à l'assiette, au taux et au recouvrement sont déterminées par la loi; les tarifs sont appliqués automatiquement par l'Administration.

Le premier point de la règle d'Adam Smith n'avait d'ailleurs sa raison d'être qu'à son époque où la perception des impôts était affermée à des particuliers.

Par contre, en ce qui concerne les deuxième et troisième points de cette règle, les prescriptions d'Adam Smith n'ont guère été suivies.

D'une part, en effet, les lois fondamentales créant nos impôts locaux ont été fréquemment modifiées, compliquées d'exceptions, d'exemptions. A cet égard il aurait été heureux qu'on procède, ainsi que cela a été fait pour les impôts d'Etat, à une codification des textes et dispositions en vigueur.

D'autre part, les textes législatifs ne reçoivent pas une publicité suffisante, les contribuables ignorent fréquemment les dispositions dont ils peuvent se prévaloir; il a, par exemple, été donné de con-

---

(8) C. F. Moreau. *Manuel Élémentaire de Législation et Science Financières*, p. 265.

stater que nombre de redevables ignorent les formalités qu'ils ont à remplir pour bénéficier, en matière d'impôt foncier bâti, de l'exemption prévue par la loi du 31 mars 1922, à tel point qu'à deux reprises le Parlement a voté des lois donnant aux contribuables des délais nouveaux leur permettant de satisfaire aux prescriptions légales. De même, nombreux sont les assujettis qui ignorent que le minimum de loyer exempté peut être majoré en raison des charges de famille et qui, par conséquent, omettent de souscrire les déclarations nécessaires.

A ce propos on peut regretter que la notion de charge de famille, tant en matière d'impôts locaux que d'impôts d'Etat, ne soit pas unifiée.

Enfin, la part revenant à chaque personne administrative doit apparaître clairement lorsque l'impôt est perçu pour plusieurs d'entre elles. On ne peut que se féliciter de la rédaction des avertissements qui fait apparaître clairement ce qui revient à l'Etat, au département, à la commune et à tels autres organismes tels que les Chambres de Commerce ou d'Agriculture. Elle permet à chaque contribuable de contrôler des dépenses locales et d'empêcher ainsi les assemblées départementales et communales d'engager des dépenses inopportunes.

### **SECTION III. — LA REGLE DE COMMODITE**

Cette règle est ainsi formulée par Adam Smith :  
« Toute taxe doit être levée dans le temps et de la  
« manière qui conviennent le mieux aux imposés. »

En règle générale, l'impôt le plus commode est celui qui se fait le moins sentir. A cet égard, la taxe

sur le chiffre d'affaires a un grand avantage : elle est perçue sur des intermédiaires qui en intègrent le montant dans le prix de vente de leurs articles. Le consommateur sait ainsi qu'il paye un impôt mais il en ignore le montant; il ne peut isoler cet élément du prix; en outre, l'impôt se divise aussi entre un grand nombre de faits et devient moins sensible, des perceptions nombreuses et légères étant plus faciles à supporter; en outre, une taxe sur le chiffre d'affaires permet d'atteindre de nombreux contribuables qui échappent aux impôts directs.

Il est certain que cette taxe, dont une partie revient aux départements et communes sous la forme du fonds commun, est plus commode que les impôts directs.

La question de la commodité de l'impôt peut également être envisagée au point de vue de l'assiette. Dans la pratique les procédés d'assiette utilisés sont : l'appréciation par les agents administratifs, la déclaration du contribuable, la déclaration par des tiers, la taxation en raison des signes extérieurs (9). Le premier procédé présente de nombreux inconvénients; n'offrant pas des garanties spéciales d'exactitude, il aboutit à munir l'Administration de pouvoirs redoutables et peut devenir inquisitorial et vexatoire; c'est pourtant celui qui est utilisé pour l'assiette de l'impôt foncier et on doit reconnaître qu'il a donné de bons résultats; mais il convient de remarquer que les méthodes

---

(9) C. F. Moreau. *Manuel Élémentaire de Législation et Science Financières*, p. 269.

d'évaluation sont minutieusement prévues et les pouvoirs de l'Administration limités, que les intéressés interviennent dans les travaux d'évaluation et peuvent se pourvoir devant les juridictions administratives. Par ailleurs, aucun impôt local, exception faite des taxes assimilées, n'est déterminé d'après la déclaration du contribuable ou d'après la déclaration des tiers.

Les contributions mobilière et des patentes sont en effet assises en raison des signes extérieurs. Dans ce système l'Administration est obligée d'évaluer la matière imposable d'après des faits apparents, faciles à constater, sans immixtion dans les affaires des particuliers; il présente d'ailleurs un double avantage : d'une part il évite au contribuable d'intervenir pour la fixation de l'assiette; d'autre part il facilite la tâche de l'Administration qui n'a qu'à constater des faits; en outre, il rend la fraude nulle.

A ces avantages, à leur commodité pour le contribuable, nos impôts locaux doivent, malgré leurs imperfections, une existence longue de plus d'un siècle; ils lui ont dû également de constituer l'armature fiscale de la France jusqu'en 1917. Le Français, plus que tout autre, répugne en général à souscrire des déclarations, à initier un tiers, fût-il même tenu au secret professionnel, à ses affaires personnelles.

Enfin, cette question de la commodité de l'impôt peut être encore envisagée au point de vue du mode de paiement; la date de paiement doit également être déterminée avec précision; il est d'ailleurs de

l'intérêt du contribuable et des administrations locales que les paiements soient fractionnés, en sorte que les personnes administratives locales reçoivent sans discontinuité des sommes modérées et ne souffrent jamais de disette d'argent; en sorte que le contribuable ait le temps de se procurer sans gêne et sans sacrifices excessifs les sommes qu'il doit. L'impôt devient une dépense habituelle; le contribuable est dispensé de faire à un moment donné un effort pénible et coûteux.

A cet égard, le recouvrement de nos impôts est ainsi réglé :

1° Pour les rôles émis avant le 1<sup>er</sup> mai, l'impôt est exigible en deux fractions égales, la première le 30 avril, la deuxième le 30 octobre.

2° Pour les rôles émis entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 juillet, l'impôt est exigible en deux fractions égales : la première dès la mise en recouvrement, la deuxième le 31 octobre.

3° Pour les rôles émis entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre, l'impôt est exigible en deux fractions égales : la première un mois après la mise en recouvrement, la deuxième le 31 octobre.

4° Pour les rôles émis après le 30 septembre, l'impôt est exigible en totalité dans le mois qui suit la mise en recouvrement.

Les dates de recouvrement étant fixées tous les ans à peu près à la même époque le contribuable peut aisément prévoir la date et la quotité de ses versements.

#### SECTION IV. — LA REGLE D'ECONOMIE

« Toute taxe doit être combinée de manière qu'il ne sorte des mains du peuple que le moins possible au delà de ce qui doit entrer dans le Trésor public. »

Cette règle apparaissait comme très importante au XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que les impôts étaient perçus par des fermiers qui en conservaient une grande part par devers eux; elle devient sans objet à une époque où le recouvrement est assuré par des fonctionnaires appointés et où les frais tant d'assiette que de perception sont réduits au minimum.

---

## CHAPITRE III

---

### *Les impôts locaux et l'État*

---

En l'état actuel de la législation et ce depuis le vote de la loi du 31 juillet 1917, la contribution mobilière et la contribution des patentes ne subsistent plus que comme impôts locaux; l'Administration est donc dans l'obligation d'émettre deux séries de rôles : l'une pour les impôts d'État, l'autre pour les impôts locaux; cela nécessite un personnel plus nombreux qui ne peut d'ailleurs s'attacher, en raison de la multiplicité de ses travaux, à l'assiette de ces taxes avec tout le soin désirable. D'autre part, l'application simultanée de deux législations aux règles différentes crée parmi les contribuables une certaine confusion; il est vrai que là nous touchons à la question de savoir si les impôts locaux doivent être ou non accessoires aux impôts d'État, point qu'on examinera plus loin.

Plus grave est l'inconvénient résultant de l'imputation des dégrèvements prononcés par les juridictions compétentes. Si, en effet, les décharges prononcées sur la contribution mobilière viennent en réimpositions et sont réparties entre les contribuables au cours de l'année suivante au prorata de leurs bases d'imposition, il n'en est pas de même des remises accordées sur cette même contribution

et des dégrèvements de toute nature en matière de patente et de foncier. Ceux-ci grèvent un fonds de non valeurs constitué par des centimes additionnels à ces contributions.

Le mécanisme de ce fonds est le suivant : l'Etat perçoit un certain nombre de centimes pour frais d'assiette et non valeurs, mais par contre prend à sa charge les dégrèvements prononcés. Dans le cas où le montant de ces réductions est supérieur à celui des centimes ainsi établis, le budget de l'Etat se trouve grevé sans contre-partie aucune. Or, en raison du mode d'assiette, les dégrèvements prononcés sur ces contributions sont importants, particulièrement en matière de patentes où les erreurs, inévitables dans certains cas, sont relativement nombreuses.

Cet inconvénient pourrait être évité soit par la réimposition des sommes dégrevées, soit par la création d'un fonds de non-valeurs local.

---

## TROISIÈME PARTIE

---

### *Les divers projets de réforme des Finances locales*

---

Les ressources locales sont fournies par le domaine, l'emprunt et l'impôt. Ainsi que nous l'avons vu, le domaine est incapable de fournir aux énormes besoins d'argent des départements et communes; sa conservation ne se justifie que par des raisons étrangères aux finances. L'emprunt est, par contre, une ressource normale et abondante mais dangereuse qui grève les budgets futurs. L'impôt, au contraire, est une ressource normale et abondante dont les différents projets vont tendre à améliorer l'assiette. Tout impôt, tout système fiscal doit, en effet, satisfaire à un certain nombre de règles; il doit être souple et productif pour les collectivités qui en bénéficient, certain et commode pour le contribuable, ne pas causer de troubles sérieux à la société économique et ménager la production, la circulation, la répartition, la consommation des richesses; il doit enfin être équitable, c'est-à-dire atteindre toutes les personnes et les atteindre uniformément. Tout programme de réforme financière devra s'appuyer sur ces principes et devra répondre aux règles énoncées par M. Poincaré quand il

affirmait qu' « il fallait réviser notre système fiscal de manière à corriger ce qui est de nature à mettre obstacle à la production, qu'il fallait réviser notre système fiscal de manière à ménager le travail qui crée et le capital qui se forme, qu'il fallait mettre plus de justice dans l'assiette des impôts et faire en sorte qu'ils soient mieux en rapport avec les facultés contributives des redevables ».

Dans le même sens, le professeur J.-L. Faure écrivait :

« Tout le monde parle de justice fiscale, tout le monde sent obscurément que le moment est venu de faire quelque chose. Mais cette justice fiscale chacun l'entend à sa façon et le plus grand nombre semble penser qu'elle consiste à faire payer les impôts par les autres et à en payer soi-même le moins possible. Il est pourtant bien facile de comprendre que la justice fiscale consiste, selon les termes de la Déclaration des Droits de l'Homme, à répartir la contribution commune entre tous les citoyens en raison de leurs facultés. »

Dans de telles conditions, de nombreux projets de réforme, que l'on peut d'ailleurs ramener à quelques types bien caractérisés, ne pouvaient manquer de surgir. On peut regretter que la plupart d'entre eux n'aient eu pour but qu'un nouvel aménagement des recettes mais n'aient pas visé à une nouvelle répartition des dépenses. Ne tenant pas compte du caractère des départements et communes, leurs auteurs ne se sont pas aperçus que ceux-ci ne constituaient que des groupements d'intérêts dont l'unique but est de satisfaire à des be-

soins économiques immédiats et particuliers; il serait heureux, semble-t-il, que l'Etat assure le fonctionnement de certains services dont la charge a été assurée par les collectivités locales. Tout projet doit donc, pour être complet, non seulement envisager un nouvel aménagement des recettes mais aussi une nouvelle répartition des dépenses. On peut également regretter qu'aucun des projets présentés n'ait envisagé un regroupement des départements et communes. Par suite de l'afflux des populations dans les centres urbains, nombreuses sont les communes qui ont vu au cours de ce siècle leur population décroître; elles n'en ont pas moins dû conserver le nombre d'organes nécessaires à leur vie administrative qui nécessite un minimum de dépenses (école, secrétaire de mairie, locaux communaux, garde champêtre, etc...).

On conçoit dans ces conditions que le regroupement des communes aurait permis l'allègement des budgets locaux. Rappelons à cette occasion qu'une proposition de loi tendant à la suppression des départements et à la constitution de régions avait été déposée sur le bureau de la Chambre des Députés par M. Jean Hennessy.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### *Projet de réforme envisagé par le Syndicat des membres de l'Administration des Contributions Directes*

---

La Commission de ce Syndicat qui s'est attachée à l'élaboration de ce projet examine d'abord les tâches qui incombent à l'Administration communale, car elle estime, d'ailleurs à juste titre, que toute réforme des impositions locales sera vaine si elle n'est précédée d'une analyse objective des fonctions respectives de la commune et de l'Etat et d'une révision corrélatrice de leurs attributions.

Elle pense qu'il appartient à l'Etat d'assurer la charge des services généraux, mais que c'est à la commune seule de supporter le poids total des charges financières afférentes au premier établissement et à l'entretien des services intéressant indistinctement ses habitants et leurs biens.

#### **SECTION I. — EXPOSE DU PROJET**

Du préambule précédent, la Commission tire les conclusions suivantes :

1° Suppression des subventions de toutes sortes et des fonds communs.

2° Transfert à l'Etat de tous les services qui sont d'intérêt national, tels que : l'instruction, la gendarmerie, la voirie d'intérêt commun et l'assistance sous toutes ses formes.

3° Révision des prix des divers services particuliers, de manière que les exploitations économiques cessent d'être déficitaires.

4° Meilleure gestion du domaine. Elle préconise la création d'une caisse mutuelle d'avances qui permettrait aux communes de tirer de leurs disponibilités un revenu supérieur à celui qu'elles acquièrent de leurs dépôts obligatoires en compte au Trésor, tout en évitant à celles qui sont placées dans la nécessité d'emprunter à court terme les taux élevés des établissements de crédit.

5° Répartition des dépenses par le moyen de taxes justes, certaines et non arbitraires, claires et faciles à vérifier pour chacun, recouvrées de la manière la plus commode et la plus économique, et dont la base, essentiellement locale, présente par surcroît le caractère fondamental de stabilité relative qui est de stricte nécessité pour l'équilibre des budgets communaux.

La Commission propose, en outre, la suppression des droits d'octroi, survivances des anciennes douanes intérieures, dont le recouvrement revient en moyenne à 30 % du produit brut.

Par la suite, elle expose le système fiscal actuel, critique le mode d'assiette de nos vieilles contributions et s'élève contre l'existence d'une multiplicité de taxes à base restreinte qui font double emploi avec les anciens impôts et souvent même

entre elles, dont en outre le rendement s'avère insignifiant et le recouvrement coûteux.

La troisième partie de l'étude est consacrée à la présentation du projet élaboré.

La Commission fait d'abord remarquer l'analogie qui existe entre le gérant d'immeubles et le maire d'une commune. L'un et l'autre doivent répartir soit entre leurs locataires, soit entre leurs administrés les dépenses communes. Elle constate, en effet, que la gestion de nombreux immeubles parisiens implique un chiffre d'opération supérieur au montant du budget de la plupart des communes. La répartition des dépenses s'y fait proportionnellement au montant des loyers et non des revenus de chacun. De même, elle estime que la répartition des dépenses communales devra se faire de la même manière entre les divers administrés d'une commune.

En conséquence, la Commission propose la création d'une contribution foncière.

#### § 1<sup>er</sup>. — Immeubles imposables.

Seront assujettis à la nouvelle taxe :

1° Les immeubles par nature visés par les articles 518 et 519 du Code Civil.

2° Les immeubles par destination visés par l'article 525 du même Code.

3° Les constructions de toutes sortes, même si elles sont dépourvues de fondations.

4° Tout le matériel fixe ou mobile engagé dans une exploitation quelconque.

5° Les éléments incorporels dénommés fonds de commerce ou d'industrie, études, cabinets, portefeuilles, clientèles et tous autres fonds professionnels.

6° Les concessions minières et les carrières.

7° Tous droits immobiliers en général.

## § 2. — **Exemptions.**

Une exemption d'impôt n'est prévue qu'en faveur des propriétés publiques affectées à un service public et improductives de revenus; toutes autres atténuations ou exemptions disparaissent donc de la législation.

## § 3. — **Personnes imposables.**

Aux termes de l'article 4 du projet : « sont imposables toutes personnes physiques ou morales qui jouissent du revenu des immeubles et droits immobiliers précités, soit à titre de propriétaires, soit à titre d'usufruitiers ».

## § 4. — **Base d'imposition.**

La base d'imposition est constituée par la valeur locative brute annuelle et réelle acquise ou constatée au cours de l'année précédant celle de l'imposition.

Cette valeur locative est déterminée, de préférence, au moyen des déclarations annuelles des propriétaires ou usufruitiers. A défaut d'actes de locations normaux, elle sera déterminée dans l'ordre de préférence, en fonction de la valeur réelle

ressortant du dernier acte translatif enregistré, par comparaison ou par appréciation directe.

En ce qui concerne les usines et établissements industriels, la valeur vénale ne pourra pas être inférieure à la valeur boursière moyenne du fonds de roulement de l'affaire.

#### § 5. — Révisions foncières.

Les valeurs locatives seront révisées chaque année d'après la déclaration des propriétaires ou usufruitiers.

Les évaluations faites par comparaison ou par estimation directe seront révisées dans chaque commune au cours de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été constaté une augmentation ou une diminution de 20 % de l'ensemble des valeurs réelles par rapport au total des valeurs constatées pour les biens en cause lors de la précédente révision des évaluations.

En ce qui concerne les fonds professionnels, concessions et droits immobiliers divers, une révision n'interviendra que lorsque les circonstances propres au bien en cause auront amené une plus-value ou une moins-value de 20 % de sa valeur.

#### § 6. — Lieu d'imposition.

- L'imposition est établie dans la commune où sont situés les biens imposables.

#### § 7. — Taux de l'impôt.

Le taux de l'impôt résulte de la division du montant des dépenses par le total des valeurs locatives;

il ne saurait en aucun cas dépasser 15 %. Les excédents seront affectés à un compte de réserve qui sera débité des dégrèvements alloués.

#### § 8. — Dispositions diverses.

Les derniers articles du projet sont relatifs aux sanctions susceptibles d'être appliquées en cas de fausses déclarations, au mode de recouvrement, au contentieux qui comporte une procédure rapide.

Une dernière disposition prévoit la suppression du département en tant que circonscription administrative. Son budget renferme peu de dépenses d'intérêt local et beaucoup de charges d'intérêt général. Les premières devaient être prises en charge par les budgets communaux, les dernières par le budget de l'Etat. A titre transitoire cependant, le département continuerait à assurer le fonctionnement de certains services au moyen d'un fonds commun alimenté par l'Etat et grâce aussi à une contribution départementale.

### SECTION II. — APPRECIATION DU PROJET

#### § 1<sup>er</sup>. — Ses avantages.

Ce projet, clair et simple, a le mérite de préciser le caractère de la commune et de déterminer en conséquence ses attributions; il simplifie la législation en supprimant les exemptions et atténuations d'impôts qui, le plus souvent, n'atteignent pas le but qu'elles se proposent; il permet d'éviter les doubles emplois et réduit à néant les cotes irrécouvrables qui résultent, dans notre système fiscal, de

la mobilité croissante de la population, mobilité qui s'exprime dans certaines communes par des taux de changement variant entre 30 et 60 %.

Il modifie également la nature de la contribution foncière qui cesse d'être un impôt forfaitaire et grossier pour devenir un impôt souple dont le taux s'adapte aux variations des facultés des contribuables.

En résumé, le nouvel impôt, basé sur les signes extérieurs, ne présente pas le caractère inquisitoire que l'on reproche aux impôts sur les revenus; il a l'avantage de la clarté pour le contribuable dont le rôle se borne à vérifier l'exactitude d'une proportion.

## § 2. — Inconvénients du projet.

Le projet peut prêter à critique en raison :

1° De la détermination de la valeur locative des établissements industriels qui, ne pouvant être inférieure à la valeur boursière moyenne du fonds de roulement au cours des trois dernières années, peut paraître arbitraire et par trop mobile; supérieure à la valeur réelle en période de prospérité; inférieure en temps de crise, soumise à toute époque aux caprices de la spéculation.

2° De la difficulté d'appréciation de la valeur locative d'éléments tels que les fonds ou concessions.

3° De l'insuffisance du produit de la taxe envisagée dont le rendement ne paraît pas non plus présenter de grandes garanties de stabilité.

Or, il ne faut pas oublier que le législateur a depuis un siècle eu le souci constant d'assurer aux communes des ressources certaines; la nécessité où l'on est aujourd'hui de trouver des ressources nouvelles ne doit pas impliquer l'abandon du principe de stabilité qui a été de règle jusqu'à nos jours.

---

## CHAPITRE II

---

### *Les centimes additionnels aux impôts sur les revenus*

---

#### SECTION I. — EXPOSE DU PROJET

Une tradition veut que les collectivités locales tirent leurs ressources de centimes additionnels aux impôts d'Etat; la Commission de Législation financière de la Chambre des Députés s'en était inspirée en proposant, en 1910, la création de centimes additionnels aux impôts sur les revenus et l'institution d'une taxe sur le revenu des valeurs mobilières dont le produit aurait permis de constituer un fonds commun réparti entre les communes au prorata de leur population.

M. Sari, sénateur de la Corse, a repris devant le Sénat une proposition analogue; il souligne que l'expérience des dernières années a montré que les impôts sur les revenus présentaient trois caractères qui les rendent préférables à tous autres : la souplesse, le rendement, la justice, et estime en conséquence qu'ils doivent être introduits dans le cadre local. Toutefois et en vue de les adapter à ce dernier il abandonne la taxe sur le revenu des valeurs mobilières et propose que les abattements et réductions diverses soient réduites afin de ne pas

faire supporter par une minorité de contribuables la charge totale de l'impôt; en outre, il demande à ce que le bénéfice agricole soit considéré comme égal à la valeur locative cadastrale.

## SECTION II. — APPRECIATION DU PROJET

Ce système ne peut convenir aux finances locales. Ainsi, en effet, que l'a fait remarquer M. Lynier, sénateur de la Loire-Inférieure, à la tribune du Sénat : « L'impôt qui convient aux communes et même aux départements doit avoir le caractère de rémunération des services rendus et par suite avoir une base réelle et un caractère local ». (Sénat, *Journal Officiel* du 26 novembre 1930.)

C'est en s'inspirant des mêmes principes que M. Caillaux, dans l'exposé des motifs d'un projet de loi déposé le 12 avril 1909, avait écrit : « Nous observons, d'abord, que le département, le canton, la commune, quelle que soit leur situation géographique, n'expriment jamais que des groupements d'intérêts; l'État seul constitue un groupement politique; que pour alimenter les budgets locaux on ait recours à des impôts réels, que l'on frappe les biens sans s'occuper de la situation de ceux qui les détiennent, rien de plus logique, rien qui ne réponde mieux à la nature des associations locales formées pour traiter et résoudre des questions qui intéressent, avant tout, les biens. Il appartient, au contraire, au pouvoir politique et au politique seul de demander à chaque citoyen, en échange des services de protection, de justice, de collaboration, d'as-

« sistance qu'il lui rend personnellement, une contribution personnelle proportionnée à l'ensemble de ses ressources et d'écarter, dans la mesure du possible, les impôts directs réels qui sont « de véritables impôts de localités. »

Telle est la raison fondamentale pour laquelle les impôts sur les revenus ne conviennent pas aux collectivités locales. Mais même en faisant abstraction de cette objection de doctrine on ne peut négliger les difficultés qu'amènerait leur assiette aux points de vue suivants :

§ 1<sup>er</sup>. — **Nécessité de conserver intact  
le principe des déclarations.**

Le Français est, en général, très attaché au secret de ses affaires et de sa fortune. Or, il serait impossible, dans le cas où l'on instituerait des centimes additionnels aux impôts sur les revenus, d'empêcher les élus des départements ou communes de prendre connaissance de la base d'imposition de chacun afin de s'assurer si tous les contribuables participent aux dépenses communes en proportion de leurs revenus; on pourrait craindre, dans ces conditions, de voir la paix sociale disparaître.

§ 2. — **Etroitesse de l'assiette des impôts  
sur les revenus.**

Les anciennes contributions directes comportent peu d'exemptions et d'abattements à la base; aussi atteignent-elles un grand nombre de contribuables; la contribution mobilière seule frappe 10 millions

d'assujettis; la contribution des patentes 2.400.000. Par contre, l'impôt sur le revenu n'atteint qu'à peine 2.000.000 de contribuables, et la cédule des bénéfices commerciaux n'en touchait, avant le vote de la loi du 29 décembre 1929, qui a prévu de nombreuses exonérations, que 1.300.000.

Le nombre des imposés serait par conséquent très faible, surtout dans les communes rurales; il est vrai que l'on a proposé de réduire les abattements sur le plan local, mais alors on introduit une dualité de législation susceptible d'entraîner une certaine confusion sans apporter en retour l'amélioration recherchée.

### § 3. — **Instabilité des recettes.**

Les centimes additionnels sont appelés à donner de grandes variations dans le produit de l'impôt; avec eux les collectivités locales seront dans l'obligation de faire varier tous les ans le nombre des centimes; encore est-il peu probable que le rendement soit conforme aux prévisions.

Par ailleurs, il semble peu probable que les communes rurales trouvent dans les centimes additionnels des ressources suffisantes pour équilibrer le budget, surtout si l'impôt sur les bénéfices agricoles est calculé selon le mode préconisé par M. Sari.

### § 4. — **Difficultés de taxation.**

Seules, dans notre système fiscal d'impôts cédulaires, la contribution foncière et la redevance des mines sont établies dans la commune où sont situés les biens. L'impôt sur les bénéfices industriels

et commerciaux est en effet établi pour l'ensemble des exploitations dépendant d'une même entreprise, au siège de sa direction; l'impôt sur les bénéfices non commerciaux dans la commune où la profession imposable est exercée; l'impôt sur le revenu à la résidence de l'assujetti. Une localisation des revenus paraît dans ces conditions assez difficile, surtout dans l'hypothèse d'entreprises ayant de nombreuses usines sur tout le territoire et dont le siège est représenté par quelques bureaux; elle semble même impossible en ce qui concerne la taxe sur le revenu des valeurs mobilières pour laquelle on serait vraisemblablement amené à la création d'un fonds commun.

A un autre point de vue, une difficulté de taxation résulterait de ce que le budget départemental et le budget communal sont votés au cours de l'année précédant celle à laquelle ils s'appliquent; à ce moment ne sont en effet connus que les revenus servant au calcul de l'impôt d'Etat pour l'année en cours; par suite, ce dernier et l'impôt local ne pourraient porter sur les revenus de la même année.

Il ne semble donc pas que les impôts sur les revenus conviennent au cadre local; il serait en effet à craindre que des évasions fiscales ne se produisent de région à région et que les assemblées locales n'engagent des dépenses inopportunes si le poids de l'impôt doit être supporté par une minorité de contribuables.

---

## CHAPITRE III

---

### *Les trois taxes du Comité d'Administration départementale et communale*

---

Cette Commission, présidée par M. Dausset, ancien sénateur de la Seine, a élaboré un projet qui a été présenté en son nom par M. Tissier, auditeur au Conseil d'Etat.

#### SECTION I. — EXPOSE DU PROJET

Trois taxes sont substituées aux centimes additionnels. Ce sont :

1° La taxe foncière, assise sur les revenus nets servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties.

2° La taxe sur les locaux d'habitation, calculée sur la valeur locative des dits locaux.

3° La taxe sur les locaux professionnels, assise uniquement sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice de la profession.

En somme, la Commission se borne à reprendre les contributions foncières et mobilières et à les transformer en impôts à assiette directe, à ne retenir de la patente qu'un droit proportionnel mu-

tilé de la part qui porte sur l'habitation et sur l'outillage mobile.

## **SECTION II. — APPRECIATION DU PROJET**

Le projet qui nous est présenté n'apporte rien de nouveau. On peut lui reprocher :

### **§ 1<sup>er</sup>. — Son insuffisance.**

Les trois taxes dont il envisage la création existent déjà; par suite, les centimes additionnels sont supprimés sans aucune contre-partie.

### **§ 2. — Son faible rendement.**

A l'heure actuelle, le taux de la contribution foncière non bâtie absorbe jusqu'à 90 % du revenu imposable; celui de la contribution foncière bâtie 20 % et parfois même 70 %; la contribution mobilière elle-même représente fréquemment 30, 40 ou même 50 % de la valeur locative. On peut donc craindre que les collectivités locales soient dans l'obligation de recourir à des taux excessifs, d'autant que les bases imposables auront subi un rétrécissement.

### **§ 3. — Son injustice.**

La taxe sur les locaux d'habitation frappe plus lourdement le contribuable modeste, pour lequel le loyer représente une charge plus lourde que pour le contribuable aisé; de même, la suppression du droit fixe de patente favorise les grands magasins, les banques, la grosse industrie et les professions libérales aux dépens du petit commerçant ou du petit artisan.

## CHAPITRE IV

### *La réévaluation des principaux fictifs*

---

Cette suggestion est de M. Lynier, sénateur de la Loire-Inférieure, qui, à la tribune du Sénat, a exposé son point de vue au mois de novembre 1930.

#### **SECTION I. — EXPOSE DU PROJET**

M. Lynier a déclaré qu'il estimait que dans le produit des centimes du département, dans l'augmentation des recettes communales et départementales, une amélioration sensible pourrait être apportée en procédant purement et simplement à une réévaluation des principaux fictifs qui les mettrait en harmonie avec la valeur actuelle de la base sur laquelle ils reposent (*J. O.* du 26 novembre 1930). De cette majoration résulterait une diminution des taux appliqués.

#### **SECTION II. — CRITIQUE DU PROJET**

Le montant des impôts est actuellement la résultante du produit : principal fictif  $x$  centimes additionnels; M. Lynier, en proposant de diminuer l'un des éléments du produit et d'augmenter le deuxième en proportion, ne change rien au résultat. Tout au plus modifie-t-il la répartition de la charge

fiscale entre les différentes catégories de redevables. Le centime actuel est en effet égal au centième du produit total des trois principaux fictifs des trois anciennes contributions; par suite, le vote d'un centime nouveau n'entraîne pour chaque catégorie que la même majoration proportionnelle; il n'en serait plus de même après la réévaluation des principaux fictifs.

Par ailleurs, on peut reprocher à cette proposition de conserver le système archaïque des principaux fictifs, de ne pas s'attacher à la réforme de la contribution des patentes.

---

## CHAPITRE V

---

### *Le projet de réforme du 29 Mars 1931*

---

A cette date, un projet de réforme a été déposé sur les bureaux des Chambres; il vise non seulement à une amélioration du régime fiscal local mais tend également à une nouvelle répartition des dépenses.

#### *La répartition des dépenses publiques*

#### **SECTION I. — LA NOUVELLE REPARTITION DES DEPENSES ENTRE LE DEPARTEMENT, LA COMMUNE ET L'ETAT**

De nombreux services dont la charge était assumée par le département passent de ce dernier à l'Etat. Ce sont :

1° Le casernement ordinaire de la gendarmerie (environ 30.000.000).

2° Les traitements et indemnités des archivistes départementaux et du personnel secondaire du service des archives (environ 4 millions).

3° Les indemnités des inspecteurs primaires (environ 2 millions).

4° Les frais de bureau de l'Inspecteur d'Académie.

5° La moitié incombant jusqu'ici aux départements des traitements et frais de tournées des inspectrices départementales des écoles maternelles.

6° Le loyer, l'entretien, le mobilier et les menues dépenses des Cours d'assises, tribunaux civils et de commerce, et menues dépenses des justices de paix (environ 20 millions).

7° Les frais d'impression et de publication des listes pour les élections consulaires.

8° Les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury.

9° Les réparations et reconstructions des prisons.

10° L'entretien et la réparation des maisons d'arrêt et de correction.

11° Les traitements des vétérinaires départementaux.

12° Les dépenses des comités de conciliation et d'arbitrage.

A titre de compensation, l'Etat acquiert la propriété des immeubles affectés à l'usage des casernes de gendarmerie, cours d'assises, tribunaux civils et de commerce, prisons, maisons d'arrêt et de correction sans avoir à verser aucune indemnité; toutefois, au cas où ces immeubles cesseraient d'être affectés à l'un des usages précités, ils feraient retour au département à moins que la désaffectation résulte du transfert du service en cause dans un autre immeuble. De même, une disposition subsidiaire prévoit que dans les cas où les départements continueraient à supporter le service d'emprunts contractés en vue de la construction ou de

la réparation des immeubles susvisés, les dépenses correspondantes seraient également prises en charge par l'Etat (article 2).

Par ailleurs, les articles 3, 4 et 5 du projet fixent la part de l'Etat dans le paiement des traitements et indemnités du personnel des préfectures. Les budgets départementaux sont complètement dégagés du paiement des traitements des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de Préfecture. Par contre, les dépenses résultant du logement des préfets et sous-préfets, l'acquisition et l'entretien du mobilier, les impositions afférentes au logement, les dépenses d'éclairage et de chauffage des préfectures et sous-préfectures, les frais matériels d'administration (imprimés de toute nature, fournitures de bureau, communications téléphoniques) seront inscrits au budget départemental (article 3).

## **SECTION II. — NOUVELLE REPARTITION DES DEPENSES ENTRE L'ETAT ET LES COMMUNES**

L'Etat prend à sa charge :

- 1° Les frais de recensement de la population.
- 2° Les frais de registre de l'état civil et les livrets de famille, et la portion de la table décennale des actes de l'état civil précédemment à la charge des communes (environ 4.500.000).
- 3° Les traitements et frais de gestion des recettes municipales, à l'exception de celle de la Ville de Paris; les dépenses correspondantes des établissements communaux hospitaliers ou de bienfaisance

sont également pris en charge par l'Etat (environ 80.000.000) (10).

4° L'indemnité de résidence des instituteurs (environ 28 millions).

5° Le traitement des commissaires de la police municipale (environ 23 millions).

6° Les frais des assemblées électorales qui se tiennent dans la commune et ceux des cartes électorales (environ 3.000.000).

7° Les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix, ainsi que les frais d'achat et d'entretien de son mobilier dans les communes chef-lieux de canton (environ 2.000.000).

8° Les frais et dépenses des conseils de prud'hommes et les menus frais des chambres consultatives des Arts et Manufactures.

9° Les registres et imprimés à l'usage des écoles primaires (environ 3 millions), (article 7).

### **SECTION III. — DISPOSITIONS DIVERSES**

L'Etat pourra également subventionner les communes pour l'acquisition et le renouvellement du mobilier scolaire et du matériel d'enseignement primaire; il est également autorisé à contribuer dans la limite d'un tiers aux dépenses que nécessite la réparation et la conservation des édifices départementaux ou communaux inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments histori-

---

(10) Ces dépenses ont été mises à la charge de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi du 31 mars 1931.

ques institué par les lois des 21 décembre 1913 et 23 juillet 1927.

Par ailleurs, un intérêt de 1 % est attribué aux départements sur le montant des fonds libres déposés par eux au Trésor (article 13).

Ainsi, une nouvelle répartition des attributions est opérée entre l'Etat et les départements ou communes. Elle tient compte du caractère de chacun d'eux tout en ayant égard aux difficultés que présentait toute modification de la situation actuelle. Elle ne sera toutefois effectuée que par paliers en raison des nécessités budgétaires; elle aura pour conséquence de diminuer notablement les charges des départements et surtout celles des communes puisqu'elle doit procurer aux uns un allègement de 94 millions et aux autres un allègement de 189.500.000 francs. A vrai dire, le Gouvernement n'a pas attendu le vote du projet soumis aux Chambres pour réaliser ce transfert et il en a entrepris la réalisation dans l'exercice 1931-1932 qui prévoit que les dépenses relatives aux casernements de la gendarmerie (30 millions), les indemnités de résidence des instituteurs (28 millions) et les traitements des percepteurs-receveurs municipaux (143 millions) seront à la charge de l'Etat.

#### **SECTION IV. — L'ORGANISATION NOUVELLE DE L'ASSISTANCE**

##### **§ 1<sup>er</sup>. — Nouveau régime de l'assistance.**

Les dépenses concernant :

1° Les enfants assistés;

2° L'assistance aux aliénés;

- 3° La protection des enfants du premier âge;
  - 4° L'assistance médicale gratuite;
  - 5° L'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables;
  - 6° L'assistance aux femmes en couches;
  - 7° Les primes d'allaitement;
  - 8° L'assistance aux familles nombreuses,
- sont inscrites en totalité au budget du département. Les communes n'ont pas à y participer, réserve faite de l'emploi de celles de leurs ressources qui seraient spécialement affectées à l'un des objets précités (article 17).

## § 2. — Contribution de l'Etat.

L'Etat contribue aux dépenses ci-dessus en allouant aux départements des subventions dont le montant est fixé, pour les cinq premières années suivant la mise en vigueur de la loi, au total des sommes qu'il a versées à ce titre au cours de l'exercice 1931-1932.

La répartition en sera ainsi effectuée : les trois quarts de ces sommes seront attribuées aux départements proportionnellement à ce qu'ils auront perçu en 1931-1932; le quart restant sera réparti par le Ministère de la Santé Publique suivant les besoins des collectivités intéressées (article 18).

## § 3. — Fixation des taux d'allocation (Article 19).

Les taux d'allocation varieront pour chaque commune entre un minimum et un maximum fixé par le Conseil général. Une restriction est cependant

apportée au pouvoir de l'assemblée départementale qui ne pourra pas fixer de taux inférieurs à ceux qui étaient en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1931. De même, en ce qui concerne l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, le Conseil général ne peut que statuer entre un taux minimum de 50 fr. et un taux maximum de 100 francs.

Toutefois, les Conseils municipaux auront la latitude de retenir un taux d'allocation qui excède celui qui a été arrêté par le Conseil général, mais dans ce cas la dépense supplémentaire motivée par cette majoration sera à la charge de la commune.

#### § 4. — **Conditions d'obtention des allocations.**

Diverses dispositions déterminent les qualités requises pour bénéficier du droit à l'allocation des secours susvisés, fixent les formes dans lesquelles les demandes devront être produites et règlent l'organisation des commissions qui seront constituées à l'effet de les examiner.

#### § 5. — **Appréciation du nouveau régime de l'assistance.**

L'assistance reste à la charge des collectivités locales; il a paru, en effet, impossible de confier la gestion d'un service, qui coûte plusieurs centaines de millions, à l'Etat; outre que cette attribution aurait coûté à ce dernier plusieurs centaines de millions, elle aurait eu pour conséquence de lui confier une organisation à laquelle il n'est pas apte.

### *La réforme des recettes locales*

Les centimes additionnels à la contribution mobilière et des patentes sont supprimés; ceux de la

contribution foncière devront l'être dès la mise en application de la révision des évaluations qui est en cours (article 1926).

Ils sont remplacés par une taxe foncière, une taxe mobilière, une contribution des patentes rajeunie et par une taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties.

## **SECTION I. — LA TAXE FONCIERE**

### **§ 1<sup>er</sup>. — Assiette de la taxe.**

La taxe nouvelle est assise sur les mêmes bases que l'impôt foncier actuel.

### **§ 2. — Dispositions spéciales aux bois de l'Etat.**

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 ventôse, an IX et de l'article 7 de la loi du 8 mai 1869, les bois de l'Etat, affranchis de l'impôt foncier en principal, restaient passibles des centimes additionnels. Le projet nouveau ne modifie pas la législation en vigueur et assujettit ces bois à la taxe foncière qui est destinée à remplacer les centimes additionnels aux contributions foncières des propriétés bâties et non bâties (article 30).

### **§ 3. — Exemptions permanentes ou temporaires.**

Sont exemptés d'impôt :

#### **1° A titre permanent :**

Les propriétés bâties ou non bâties qui remplissent la triple condition d'être propriétés publiques, improductives de revenus et affectées à un service

public (article 105 de la loi du 3 frimaire, an VII, décret du 11 août 1908 et article 22 de la loi du 30 juin 1930); les bâtiments ruraux (article 85 de la loi du 3 frimaire, an VII); les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable (article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1929).

2° *A titre temporaire :*

Les constructions nouvelles (lois des 8 août 1890, 31 mars 1922, 1<sup>er</sup> avril 1926); les marais desséchés (article 111 de la loi du 3 frimaire, an VII).

Les terres vaines et vagues qui sont mises en culture (articles 112 à 114 de la loi du 3 frimaire, an VII).

Les terres qui sont plantées en vignes, mûriers et arbres fruitiers (article 115 de la loi du 3 frimaire, an VII).

Les terres plantées ou semées en bois (articles 113 à 116 de la loi du 3 frimaire, an VII, article 226 de la loi du 18 juin 1859, loi du 4 avril 1882, loi du 26 mars 1924, article 9 en ce qui touche les bois incendiés).

§ 4. — **Rôles particuliers des fermiers** (Article 32).

Tout propriétaire peut demander la répartition de l'impôt foncier entre ses fermiers. Au cas où ce nombre est inférieur à trois, il adressera sa demande au percepteur dont il dépend; dans le cas contraire, au Directeur départemental des Contributions Directes. A vrai dire, cette disposition ne présente qu'un très mince intérêt et il n'existe pas d'exemples d'application de la loi du 4 août 1844 dans un grand nombre de départements.

§ 5. — **Annualité de la taxe foncière** (Article 33).

La taxe foncière est due à raison des faits ayant motivé son assiette au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition.

§ 6. — **Remises ou modérations  
pour vacances d'immeubles ou chômage d'usines  
et démolitions.**

Les dispositions actuelles, qui sont conformes aux dispositions de la loi du 15 septembre 1807, restent en vigueur (article 34).

§ 7. — **Mutations de cote.**

Tout contribuable indûment cotisé à la taxe foncière peut réclamer une mutation de cote dans les mêmes formes et conditions qu'en matière de contribution foncière.

**SECTION II. — LA CONTRIBUTION MOBILIERE**

La nouvelle contribution mobilière reste due par tous ceux qui ont un local meublé affecté à l'habitation à leur disposition. Elle est calculée d'après la valeur locative des habitations et de leurs dépendances, telles que : garages, jardins d'agrément, parcs et terrains de jeux.

En outre, elle est annuelle.

§ 1<sup>er</sup>. — **Détermination de la valeur locative**  
(Article 37).

La valeur locative résulte des baux ou déclarations de locations verbales enregistrées; à défaut,

elle peut être déterminée par comparaison ou même par voie d'appréciation directe.

Les loyers exceptionnels font l'objet des corrections nécessaires; les locaux meublés sont évalués comme les locaux non meublés.

§ 2. — **Personnes imposables** (Article 38).

L'imposition doit être établie au nom des personnes qui ont la jouissance des locaux imposables.

§ 3. — **Exemptions** (Article 39).

Sont exempts de la contribution mobilière les habitants reconnus indigents par la Commission de taxation en accord avec le contrôleur.

De même, pourront bénéficier de l'exemption, mais seulement si la base de leur imposition ne dépasse pas 2.500 francs :

1° Les hommes de troupe mariés pendant la durée de leur service légal (loi du 7 août 1913);

2° Les pères et mères de sept enfants vivants, mineurs légitimes ou reconnus.

Enfin, les ambassadeurs et agents diplomatiques bénéficient de l'exemption, sous réserve de réciprocité (article 40).

§ 4. — **Calcul de l'imposition** (Article 41).

L'imposition est obtenue par application des taux fixés respectivement par le Conseil général et le Conseil municipal à la base imposable.

Cette dernière est calculée en appliquant à la valeur locative de l'habitation de chaque contribuable un coefficient qui varie, ainsi que le montre le tableau ci-dessous, en raison du prix du loyer.

| MONTANT DE LA VALEUR LOCATIVE                              |         | COEFFICIENT |                                      |                                     |                                   |                                        |
|------------------------------------------------------------|---------|-------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|
|                                                            |         | PARIS       | COMMUNES                             |                                     |                                   |                                        |
|                                                            |         |             | Au-dessus<br>de<br>100.000 habitants | De 30.001<br>à<br>100.000 habitants | De 5.001<br>à<br>30.000 habitants | De<br>5.000 habitants<br>et au-dessous |
| N'excédant pas 1.000 francs.....                           |         | 2 50        | 2 50                                 | 2 50                                | 3 »                               | 3 »                                    |
| Supérieur à 1.000 francs et n'excédant pas 5.000 francs... |         | 2 50        | 2 50                                 | 2 50                                | 3 »                               | 3 50                                   |
| — 5.000 — — — — —                                          | 10.000  | 2 50        | 2 50                                 | 3 »                                 | 3 50                              | 4 »                                    |
| — 10.000 — — — — —                                         | 15.000  | 2 50        | 3 »                                  | 3 50                                | 4 »                               | 4 50                                   |
| — 15.000 — — — — —                                         | 20.000  | 3 »         | 3 50                                 | 4 »                                 | 4 50                              | 5 »                                    |
| — 20.000 — — — — —                                         | 35.000  | 3 50        | 4 »                                  | 4 50                                | 5 »                               | 6 »                                    |
| — 35.000 — — — — —                                         | 50.000  | 4 »         | 4 50                                 | 5 »<br>6 »                          | 6 »                               | 6 50                                   |
| — 50.000 — — — — —                                         | 75.000  | 4 50        | 5 »                                  | 6 50                                | 7 50                              | 7 50                                   |
| — 75.000 — — — — —                                         | 100.000 | 5 »         | 6 »                                  | 7 50                                | 9 »                               | 9 »                                    |
| Excédant 100.000 francs.....                               |         | 6 »         | 7 50                                 | 7 50                                | 9 »                               | 10 »                                   |

On introduit par l'application de ces coefficients une progressivité dans le taux de l'impôt destinée à tenir compte du fait que le loyer constitue une charge plus lourde pour un contribuable modeste que pour un contribuable aisé; on proportionne dans une certaine mesure la contribution mobilière au revenu présumé, et c'est ce à quoi tend un paragraphe subsidiaire qui dispose que lorsqu'un contribuable dispose de plusieurs habitations le coefficient applicable est celui qui correspond au montant global des valeurs locatives des dites habitations.

§ 5. — **Déductions et réductions.**

Il est tenu compte des charges de famille pour l'assiette de la taxe. C'est ainsi que sur la base d'imposition, déterminée ainsi qu'il a été indiqué, tout contribuable a droit à une réduction de 10 % pour chacune des personnes à sa charge, sans que toutefois leur montant total puisse dépasser 80 % du montant brut de cette base d'imposition (article 42).

On remplace donc les déductions facultatives actuelles par des réductions obligatoires; toutefois, les Conseils municipaux peuvent, sous réserve de l'approbation du Conseil général, substituer au système des réductions prévues par l'article 42 l'application, à la base d'imposition, d'un abattement par personne à charge avec ou sans déduction préalable d'une somme fixe totalement exemptée (article 43).

§ 6. — **Personnes à charge.**

Sont considérées comme personnes à charge d'un contribuable celles qui, ayant le même domicile

que lui, sont visées à l'article 82 des lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926.

Cette disposition a pour conséquence d'unifier la notion de charges de famille en matière d'impôts d'Etat et d'impôts locaux.

#### § 7. — Rôles supplémentaires.

Les contribuables omis ou insuffisamment imposés seront compris dans un rôle supplémentaire qui pourra être mis en recouvrement jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'imposition (article 44). Cette mesure est d'équité fiscale; tout en limitant le droit de reprise elle permet cependant de réparer des omissions qui sont inévitables en raison du mode d'assiette de la contribution mobilière.

### SECTION III. — LA CONTRIBUTION DES PATENTES

La contribution des patentes est conservée dans ses dispositions essentielles. C'est ainsi que l'article 48 du projet prévoit que : le droit proportionnel sera établi sur la valeur locative des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice de la profession; il sera dû même lorsque les locaux occupés seront concédés à titre gratuit; que la valeur locative sera déterminée au moyen de baux ou de déclarations verbales dûment enregistrées, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit, à défaut de ces bases, par voie

d'appréciation; que le droit proportionnel des usines et établissements industriels imposés d'après les règles du tableau C sera calculé sur la valeur locative de ces établissements, pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production.

Il comporte cependant des modifications importantes, telles que la suppression du droit proportionnel sur l'habitation ou la suppression de la part de ce droit qui porte sur la valeur locative de l'outillage utilisé et de la force motrice employée pour les professions du Tableau A.

#### § 1<sup>er</sup>. — Rôles supplémentaires.

Les rôles supplémentaires peuvent être mis en recouvrement jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'imposition (article 54).

Ce texte permet de réparer les omissions ou les insuffisances constatées en cours d'année; il permet également d'assurer le recouvrement de droits devenus exigibles à la suite de la constatation de faits nouveaux; le délai accordé à l'Administration lui est nécessaire pour assurer une exacte application de la loi; il lui avait été cependant dénié à la suite d'un arrêt rendu par le Conseil d'Etat à la date du 5 juin 1930.

#### § 2. — Les nouveaux droits du Tableau A.

Les droits fixes des professions énumérées au Tableau A sont sensiblement augmentés. Ainsi que le montre le tableau ci-dessous, le coefficient de rehaussement de ces droits a été au moins de vingt et a parfois atteint quarante.

COMMUNES

| CLASSES                     | A PARIS | DANS LES COMMUNES                          |                                           |                                          |                                          |                                          |                                         |                                          |                                              |
|-----------------------------|---------|--------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                             |         | Au-dessus<br>de<br>100.000 hab.<br>Francs. | De 50.001<br>à<br>100.000 hab.<br>Francs. | De 30.001<br>à<br>50.000 hab.<br>Francs. | De 20.001<br>à<br>30.000 hab.<br>Francs. | De 10.001<br>à<br>20.000 hab.<br>Francs. | De 5.001<br>à<br>10.000 hab.<br>Francs. | De 2.001<br>à<br>5.000 habit.<br>Francs. | De 2.000 hab.<br>et<br>au-dessous<br>Francs. |
| 1 <sup>re</sup> classe..... | 10.000  | 9.000                                      | 8.000                                     | 6.000                                    | 5.000                                    | 4.000                                    | 3.000                                   | 2.000                                    | 1.500                                        |
| 2 <sup>e</sup> — .....      | 8.000   | 7.000                                      | 6.000                                     | 4.000                                    | 3.000                                    | 2.500                                    | 2.000                                   | 1.500                                    | 1.000                                        |
| 3 <sup>e</sup> — .....      | 6.000   | 5.000                                      | 4.000                                     | 3.000                                    | 2.000                                    | 1.500                                    | 1.200                                   | 1.000                                    | 600                                          |
| 4 <sup>e</sup> — .....      | 4.000   | 4.000                                      | 3.000                                     | 2.000                                    | 1.500                                    | 1.000                                    | 800                                     | 600                                      | 400                                          |
| 5 <sup>e</sup> — .....      | 3.000   | 3.000                                      | 2.000                                     | 1.500                                    | 1.000                                    | 800                                      | 500                                     | 500                                      | 250                                          |
| 6 <sup>e</sup> — .....      | 2.000   | 2.000                                      | 1.500                                     | 1.000                                    | 600                                      | 500                                      | 400                                     | 300                                      | 150                                          |
| 7 <sup>e</sup> — .....      | 600     | 600                                        | 400                                       | 300                                      | 200                                      | 150                                      | 100                                     | 75                                       | 30                                           |
| 8 <sup>e</sup> — .....      | 400     | 400                                        | 200                                       | 150                                      | 100                                      | 75                                       | 50                                      | 40                                       | 20                                           |

En outre, une disposition nouvelle prévoit que dans les communes de plus de 5.000 habitants le droit fixe des professions appartenant aux six premières classes est majoré de 5 % par personne employée pour les cinq premières personnes, de 3 % par personne employée de la sixième à la dixième et de 1 % par personne employée à partir de la onzième. Toutefois, cette majoration ne peut dépasser 50 % dans les communes de 5.001 à 100.000 habitants et 100 % dans les villes de plus de 100.000 habitants, y compris Paris (article 59).

**§ 3. — Incorporation dans le Tableau A  
des patentes inscrites au Tableau D (Article 60).**

Le Tableau D est supprimé; les contribuables qui y étaient inscrits sont assujettis au droit fixe du Tableau A dans les conditions suivantes :

*1° Charges et offices.*

|                                                                      |                        |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de<br>Cassation .....         | 3 <sup>e</sup> classe. |
| Avoués .....                                                         | 4 <sup>e</sup> —       |
| Commissaires priseurs.....                                           | 4 <sup>e</sup> —       |
| Greffiers près les Cours et Tribunaux<br>civils .....                | 5 <sup>e</sup> —       |
| Greffiers près les Tribunaux de commerce<br>et Justices de paix..... | 7 <sup>e</sup> —       |
| Huissiers près les Cours et Tribunaux<br>civils .....                | 5 <sup>e</sup> —       |
| Huissiers près les Justices de paix.....                             | 7 <sup>e</sup> —       |
| Mandataires agréés près les Tribunaux de<br>commerce .....           | 5 <sup>e</sup> —       |

|                              |                        |
|------------------------------|------------------------|
| Notaires .....               | 4 <sup>e</sup> classe. |
| Référéndaires au Sceau ..... | 4 <sup>e</sup> —       |

*2° Professions libérales.*

|                                                               |                        |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|
| Architectes .....                                             | 4 <sup>e</sup> classe. |
| Avocats inscrits aux tableaux des Cours<br>et Tribunaux ..... | 4 <sup>e</sup> —       |
| Chirurgiens .....                                             | 3 <sup>e</sup> —       |
| Dentistes .....                                               | 4 <sup>e</sup> —       |
| Ingénieurs civils .....                                       | 4 <sup>e</sup> —       |
| Médecins .....                                                | 4 <sup>e</sup> —       |
| Officiers de santé .....                                      | 6 <sup>e</sup> —       |
| Vétérinaires .....                                            | 5 <sup>e</sup> —       |

Toutéfois, le projet tient compte de la situation des débutants et des contribuables âgés. Il édicte en conséquence qu'en ce qui concerne les professions libérales proprement dites le droit fixe est réduit de moitié pour l'année pendant laquelle la patentable a commencé à exercer et pour les deux années suivantes, ainsi que pour les années suivant celle au cours de laquelle il a atteint l'âge de 65 ans.

Sont soumises au droit proportionnel :

Dans les communes de 10.000 habitants et au-dessous les professions des trois premières classes.

Dans les communes de 10.001 à 30.000 habitants les professions des quatre premières classes.

Dans les communes de 30.001 à 100.000 habitants les professions des cinq premières classes.

Dans les communes de plus de 100.000 habitants, y compris Paris, les professions des six premières classes.

Le taux du droit proportionnel est fixé au dixième pour les professions des trois premières

classes et au quinzième pour les professions des classes suivantes.

Il résulte d'une part que les dernières classes sont exemptées dans tous les cas du droit proportionnel, d'autre part que le taux de ce droit est augmenté pour les autres.

§ 4. — Nouveaux droits du Tableau B.

Le nouveau projet de loi se borne à majorer les droits actuels qui seront multipliés par vingt (article 62). Le droit proportionnel est également majoré, en principal tout au moins, et fixé au tiers de la valeur locative.

Toutefois, à l'égard des patentables tenant un magasin de plusieurs espèces de marchandises, ou pour la vente en demi-gros ou aux particuliers de vêtements confectionnés, ou pour la vente en demi-gros ou en détail de quincaillerie, de ferblanterie et d'articles de ménage, ou pour la vente en demi-gros ou en détail d'épiceries, liqueurs et conserves, le droit proportionnel est fixé comme suit (article 63) :

| VALEUR LOCATIVE                                                           | DANS LES VILLES |     |     |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----|-----|
|                                                                           | A PARIS         | —   | —   |
| Pour la fraction de la valeur locative de l'ensemble de l'établissement : |                 |     |     |
| Comprise { 0 et 50.000 francs..                                           | 1/5             | 1/4 | 1/3 |
| entre { 50.000 à 100.000 fr.                                              | 1/4             | 1/3 | 2/5 |
| { 100.000 et 250.000 fr.                                                  | 1/3             | 2/5 | 1/2 |
| { 250.000 et 500.000 fr.                                                  | 1/2             | 1/2 | 3/5 |
| Supérieure à 500.000 francs..                                             | 2/3             | 2/3 | 2/3 |

Par ailleurs, le droit proportionnel est fixé au dixième pour les patentables qui, sous le régime actuel, acquittent ce droit au quarantième.

§ 5. — **Nouveaux droits du Tableau C.**

Le droit fixe des professions rangées dans le tableau C est égal à vingt fois le montant des taxes prévues par le tarif annexé à la loi du 15 juillet 1880.

Toutefois, les taxes calculées d'après le montant des capitaux des adjudications ou des marchés, des prix de ferme ou de représentation, des abonnements ou concessions, des fournitures ou des entreprises sont seulement quadruplées, sans pouvoir en aucun cas dépasser le chiffre qui leur sert de base.

L'article 65 du projet règle les conditions dans lesquelles les professions inscrites au Tableau C sont assujetties au droit proportionnel.

Ce droit est fixé :

Au  $\frac{1}{5}$  pour les professions de la première partie du Tableau;

Au  $\frac{1}{6}$  pour les professions de la deuxième et troisième parties du tableau;

Au  $\frac{1}{15}$  pour les professions de la quatrième partie du Tableau.

Par contre, les professions énumérées dans la cinquième partie du Tableau sont exemptées de tout droit.

D'autre part, diverses professions inscrites auparavant au Tableau D sont incorporées dans la troisième partie du Tableau C.

Ce sont celles :

De chefs d'institution et maître de pension dont le droit fixe est réglé à raison de 20 francs par personne attachée au service de l'établissement;

De loueur d'une ou de plusieurs chambres ou appartements meublés dont le droit fixe est réglé à raison de 20 francs par pièce.

§ 6. — **Application de la nouvelle taxe.**

La contribution des patentes perd son caractère d'impôt sur le revenu pour redevenir la licence qui donne le droit d'exercer un commerce. On restitue son ancienne importance au droit fixe et on supprime le droit proportionnel sur l'habitation. Elle devient également une charge fixe, connue du commerçant qui peut en intégrer le montant dans le prix de vente de ses articles; il ne faut pas en effet oublier que les commerçants ne s'étaient pas surtout plaints de l'impôt qui leur était demandé mais plutôt de ne pas connaître par avance ce que serait ce montant.

**SECTION IV. — DISPOSITIONS COMMUNES A LA TAXE FONCIERE, A LA CONTRIBUTION MOBILIERE ET A LA PATENTE.**

§ 1<sup>er</sup>. — **Mesures transitoires.**

L'article 68 dispose que les rapports qui devront obligatoirement exister dans tous les départements et communes entre les taux des diverses taxes seront fixés ultérieurement quand les opérations de la révision foncière en cours seront achevées.

En attendant, ces proportions seront déterminées conformément aux prescriptions de l'article 69 qui spécifie que le taux d'imposition correspondant à un centime additionnel sur le principal de la contribution foncière est fixé :

1° Pour la contribution mobilière, à 0,01 % de la base d'imposition définie par l'article 41 ci-dessus;

2° Pour la patente, à 0,01 % des droits prévus au tarif normal.

Les Conseils généraux et les Conseils municipaux pourront respectivement voter sans autorisation 500 centimes additionnels au principal fictif de la contribution foncière et les taux correspondant des deux autres contributions, c'est-à-dire 5 % de la base d'imposition pour la contribution mobilière et 50 % des droits normaux de patente.

Ce régime transitoire devrait prendre fin dès 1936 puisque à cette époque les opérations de révision devraient être achevées; en fait, il est probable que ces dernières dureront plus longtemps et que l'application intégrale de la nouvelle loi ne sera pas assurée avant une dizaine d'années.

**§ 2. — L'assiette de la taxe foncière,  
de la contribution mobilière et de la patente.**

L'assiette de ces trois taxes est assurée par le contrôleur, assisté d'une commission communale de taxation qui comprend :

Le maire ou l'adjoint délégué, président;

Deux membres du Conseil municipal nommés chaque année par le Conseil;

Deux personnes assujetties à la taxe foncière dans la commune;

Une personne assujettie à la contribution mobilière dans la commune;

Une personne assujettie à la patente dans la commune.

Ces quatre dernières personnes sont désignées chaque année par le Sous-Préfet. L'une d'entre elles doit avoir son habitation principale en dehors de la commune.

### § 3. — Dispositions diverses.

Diverses dispositions prévoient que les rôles sont établis et recouvrés, et les réclamations présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes (article 73);

Que les propriétaires ou, à leur place, les principaux locataires, doivent donner avis au percepteur du déménagement de leur locataire (art. 74);

Que tout contribuable a le droit de se faire délivrer des extraits de rôle (article 76).

## SECTION IV. — TAXES ACCESSOIRES A LA TAXE FONCIERE, A LA CONTRIBUTION MOBILIERE ET A LA PATENTE.

La taxe sur les prestations, instituée par la loi du 21 mai 1836, est maintenue. Y est assujetti, en conformité des prescriptions de l'article 77 du projet : tout habitant, chef de famille ou d'établissement qui est porté à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire sur le rôle

d'une des taxes communales, foncière, mobilière ou patente. Il peut être appelé à fournir une prestation de trois jours.

Les rôles afférents à cette taxe pourront être mis en recouvrement à partir du 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédant celle de l'imposition.

La taxe vicinale est également conservée; l'article 78 du projet dispose que le produit total de cette taxe sera réparti entre les taxes communales, foncière, mobilière ou des patentes, au prorata du montant global de chacune d'elles. De même, la contribution pour frais de bourses et Chambres de commerce sera répartie au prorata des droits normaux de patente; les anciens patentables du tableau D continueront à en être exonérés (art. 79).

Sont également conservées les impositions prévues en faveur des Chambres d'agriculture par l'article 40 de la loi du 27 décembre 1927 et celles dont le produit est destiné aux Chambres de métiers.

## **SECTION VI. — TAXE MUNICIPALE SUR LA VALEUR VENALE DES PROPRIETES NON BATIES.**

Cette taxe est entièrement nouvelle et ne pourra être perçue qu'au profit des communes; elle est d'ailleurs facultative et les Conseils municipaux auront toute latitude pour juger de l'opportunité de son établissement.

### **§ 1<sup>er</sup>. — Assiette de la taxe.**

Elle est susceptible d'être assise dans les communes qui ont dressé un plan d'aménagement,

d'embellissement et d'extension conformément aux dispositions des lois des 14 mars 1919 et 19 juillet 1924, et seulement pour faire face aux dépenses d'exécution de ce plan. Elle a par conséquent un objet limité; aussi les délibérations des Conseils municipaux relatives à cette taxe devront-elles être approuvées par décret rendu sur la proposition des ministres de l'Intérieur et du Budget.

### § 2. — Exemptions.

Ne seront pas assujettis à la taxe :

1° Les propriétés publiques exonérées de la contribution foncière;

2° Les sols des bâtiments et les terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions au sens de l'article 3 de la loi du 29 mars 1914;

3° Les terrains employés à un usage commercial ou industriel, ou utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle dans les conditions prévues par les articles 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1894 et 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juillet 1912;

4° Les terrains plantés en jardin, grevés d'une servitude non œdificandi légale ou contractuelle et ceux dont les propriétaires prendront l'engagement de les conserver dans leur état actuel pendant une période de cinquante années.

### § 3. — Taux de la taxe.

Ce taux ne peut excéder 0,50 % de la valeur vénale des terrains; il est fixé par le décret approu-

vant la délibération du Conseil municipal qui porte création de la taxe.

La valeur vénale est révisée tous les trois ans par le contrôleur des Contributions Directes, assisté de la Commission communale de taxation.

## **SECTION VII. — LES BUDGETS LOCAUX**

### **§ 1<sup>er</sup>. — Département.**

Diverses dispositions ont pour objet d'adapter à la réforme des impositions directes départementales les différentes lois qui régissent le vote des contributions directes par les Conseils généraux. C'est ainsi que l'article 89 prévoit que le Conseil général peut voter, sans autorisation et simultanément, la taxe foncière, la contribution mobilière et la patente, dans la limite des taux maxima et selon les proportions déterminées par la loi.

L'article 90 fixe les conditions dans lesquelles les départements peuvent avoir recours à l'emprunt; l'article 91 établit un nouveau classement des dépenses et des recettes; les articles 92 et 93 déterminent les dépenses qui sont obligatoires pour les départements et qui peuvent être inscrites d'office à leur budget au cas de carence de l'assemblée locale.

### **§ 2. — Communes.**

Les articles 95 et 96 portent détermination d'un nouveau classement des dépenses et recettes communales; les articles 97 et 98 prescrivent la manière dont le budget communal devra être établi et voté; l'article 99 donne une énumération des

dépenses dont le Conseil municipal doit obligatoirement prendre la charge.

L'article 101 prévoit dans quelles conditions les Conseils municipaux peuvent voter les taxes instituées par la loi du 13 août 1926; l'article 102 dans quelles conditions les communes pourront avoir recours à l'emprunt.

### § 3. — **Apurement des comptes.**

Sont soumis à la juridiction de la Cour des Comptes : les comptes des receveurs des communes, hospices, établissements dont la gestion est confiée à un receveur spécial, quel que soit le chiffre des recettes ordinaires de ces collectivités et alors même que ces comptes seraient présentés par des comptables intérimaires.

### § 4. — **Extension de la législation nouvelle à l'Alsace-Lorraine.**

La législation nouvelle est applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle.

## **SECTION III. — CONCLUSION**

Ainsi le nouveau projet assure la réalisation de réformes attendues depuis longtemps, telles que la suppression des principaux fictifs; il modifie dans un sens équitable l'assiette des anciennes taxes; il fonde la fiscalité locale sur les signes indiciaires et assure la stabilité des finances locales.

A ces différents titres il semble apporter une amélioration à la situation actuelle, son application dès 1933 est prévue par l'article 122.



## APPENDICE

---

### *De l'institution d'une caisse d'avances aux Départements et Communes*

---

Dans la plupart des cas, les recettes normales des départements et communes ne permettent pas la réalisation des grands travaux publics que nécessite l'adaptation des collectivités locales à la vie moderne. Celles-ci doivent, par suite, avoir recours à l'emprunt dans des conditions onéreuses; aussi a-t-on envisagé l'institution d'une caisse d'avances aux communes; la création en fut demandée au mois de juin 1920 par M. Caillet, député, qui proposait de la doter grâce à un prélèvement sur le fonds du Pari-Mutuel et sur le produit des jeux. A l'époque, cette proposition n'eut pas de suite; elle devait cependant être reprise par le Gouvernement qui, à la date du 25 mai 1923, déposait un projet tendant à la création d'une caisse dont la dotation aurait été constituée non seulement par un prélèvement sur le fonds du Pari-Mutuel mais aussi par un prélèvement sur le produit des fonds communs du chiffre d'affaires et de l'alcool. Ce projet n'a pas non plus vu le

jour; le Gouvernement déposait en conséquence, en mai 1927, un nouveau projet qui devait être voté par la Chambre. Une caisse qui avait pour but d'avancer aux départements, communes, syndicats de départements et syndicats de communes les sommes qui leur étaient nécessaires pour assurer l'exécution de travaux extraordinaires dont la nécessité et l'urgence justifient le recours à l'emprunt était créée.

Les avances effectuées devaient être des avances directes en capital à des taux variant entre 1 et 2 %; les taux d'intérêt les plus faibles étaient réservés aux communes dont la population aurait augmenté dans une proportion supérieure à 15 % d'un recensement à l'autre.

Les ressources de la caisse étaient constituées par des prélèvements sur le produit des jeux et des fonds communaux jusqu'à concurrence de 100 millions.

Ce projet vint en discussion au Sénat qui tint à le remanier. Aux termes du nouveau texte, la caisse ne pouvait plus consentir des avances directes que jusqu'à concurrence de 60 % de ses disponibilités; le surplus devait permettre d'assurer des bonifications d'intérêt. Enfin, la dotation initiale devait être constituée par un prélèvement de 300 millions sur les sommes prévues en faveur des départements et communes dans le plan d'outillage national. Les ressources annuelles seraient assurées grâce à un versement de l'Etat égal à 3 % des fonds libres des collectivités locales.

Ce bref exposé de l'histoire de la Caisse d'avances nous permet de constater que les différents projets élaborés ne sont pas sans inconvénients. Si, en effet, la caisse consent des avances directes, la dotation primitive et les dotations annuelles sont insuffisantes. Qu'est-ce, en effet, que quelques centaines de millions alors que les travaux les plus urgents nécessitent plusieurs milliards. Or, on ne peut non plus demander un grand effort à l'Etat dont le budget de 1930 a été en déficit de 2 milliards et dont celui de 1931 paraît devoir, en raison de la crise économique, l'être de plusieurs milliards. Peut-on, ainsi qu'on l'a proposé, avoir recours à l'emprunt pour assurer une forte dotation à la Caisse d'avances dès sa création. Cela ne paraît guère possible; malgré la baisse du loyer de l'argent due à l'abondance des capitaux et à la politique d'amortissement qui a été pratiquée, on ne peut guère contracter un emprunt à moins de 4 %; dans ces conditions, la Caisse devra consentir ses avances à un taux supérieur et ne pourra, par suite, rendre les services qu'on attend d'elle, car elle se trouvera dans la double obligation d'assurer le service et l'amortissement des emprunts contractés.

On peut en conclure que la Caisse, en effectuant des avances directes, ne pourrait avoir une action efficace qu'après s'être constituée un fonds de roulement suffisant pour satisfaire à toutes les demandes justifiées. Avec les dotations qui sont prévues elle serait condamnée à la stérilité, tout au moins pendant de nombreuses années.

Il semblerait donc préférable de consacrer les ressources de la Caisse à des bonifications d'intérêt qui, tout en permettant aux collectivités locales de contracter auprès du Crédit Foncier les emprunts dont elles ont besoin, les feraient bénéficier d'un taux réduit.

Vu :

*Le Président de la Thèse,*

**A. MESTRE**

Vu :

*Le Doyen,*

**H. BERTHELEMY**

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur,*

*de l'Académie de Paris*

**CHARLÉTY**

## BIBLIOGRAPHIE

---

### OUVRAGES CONSULTÉS

ALLIX (E.). — *Science des finances et législation financière française.*

AUTRAN. — *Le projet de réforme de la loi des patentes sur les professions libérales.*

BARBIER. — *Traité du budget départemental.*

BERGERET. — *L'impôt des patentes.*

BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif.*

BLANCHE. — *Dictionnaire général de l'Administration.*

BLANCHOT. — *De la valeur locative des maisons, magasins, ateliers, usines.*

DALLE. — *L'impôt en France. La révision de la loi sur les patentes.*

DALLOZ. — *Répertoire pratique.*

DESBATS. — *Le budget municipal.*

DESSART. — *Traité de l'impôt foncier.*

FOUCAUD. — *Etude sur les taxes municipales parisiennes.*

HAURIUO. — *Précis élémentaire de droit administratif.*

*Instruction sur la formation des matrices et la confection des rôles (1930).*

JÈZE. — *Les principes généraux du droit administratif.*

LAFERRIÈRE. — *Les charges de la propriété non bâtie en France.*

LEMERCIER DE JAUVELLE. — *Répertoire général des Contributions directes.*

MAGUERO et TASSAIN. — *Répertoire fiscal.*

F. MOREAU. — *Manuel élémentaire de législation et science financières.*

MORILLOT et GARDES. — *L'impôt sur le chiffre d'affaires.*

REY. — *Théorie du budget communal.*

TISSIER (P.). — *La contribution foncière.*

#### REVUES ET PUBLICATIONS CONSULTÉES

*Bulletin du Syndicat des Contributions directes.*

*Bulletin des Contributions directes et du Cadastre.*

*Feuillets de documentation pratique* (F. LEFÈVRE).

*Bulletin officiel des Contributions directes.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

### Notions générales sur l'organisation du département et de la commune

#### Pages.

|                                                                                       |   |
|---------------------------------------------------------------------------------------|---|
| § 1 <sup>er</sup> . — L'organisation départementale.....                              | 1 |
| § 2. — L'organisation communale.....                                                  | 3 |
| § 3. — Règles particulières au département de la Seine<br>et à la ville de Paris..... | 1 |

## PREMIERE PARTIE

### Le régime actuel des finances locales.

#### CHAPITRE I. — Les ressources locales.

|                                                                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section I. — L'impôt foncier.....                                                                                                 | 7  |
| § 1 <sup>er</sup> . — Les caractères primitifs de la contribution foncière                                                        | 7  |
| § 2. — Transformation de la contribution foncière en<br>impôt de quotité.....                                                     | 8  |
| § 3. — Détermination du principal fictif foncier sous le<br>régime de la loi du 29 mars 1914.....                                 | 9  |
| § 4. — Détermination du principal fictif foncier sous le<br>régime de la loi du 19 juillet 1925.....                              | 11 |
| Section II. — La contribution mobilière.....                                                                                      | 11 |
| § 1 <sup>er</sup> . — L'évolution de la contribution mobilière.....                                                               | 14 |
| § 2. — Répartition du principal fictif entre les arron-<br>dissements .....                                                       | 14 |
| § 3. — Sous-répartition du principal fictif entre les com-<br>munes .....                                                         | 16 |
| § 4. — Détermination du principal fictif sous le régime<br>des lois du 4 août 1844 et du 19 juillet 1925..                        | 18 |
| § 5. — Conséquences de la suppression de la contribution<br>sur les portes et fenêtres sur le principal fictif<br>mobilier .....  | 21 |
| § 6. — Répartition de l'impôt entre les contribuables...                                                                          | 21 |
| § 7. — Dispositions diverses.....                                                                                                 | 22 |
| Section III. — La contribution des patentes.....                                                                                  | 22 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Les caractères de la contribution des patentes..                                                            | 22 |
| § 2. — Personnes imposables.....                                                                                                  | 23 |
| § 3. — Eléments de la contribution des patentes.....                                                                              | 23 |
| § 4. — Détermination du principal fictif de la contribu-<br>tion des patentes sous le régime de la loi du<br>19 juillet 1925..... | 23 |
| Section IV. — Les recettes locales autres que les centimes<br>additionnels .....                                                  | 25 |

|                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 1 <sup>er</sup> . — Taxes perçues au profit des communes.....                                                                     | 25 |
| § 2. — Taxes perçues au profit des départements.....                                                                                | 28 |
| § 3. — Taxes instituées par la loi du 13 août 1926.....                                                                             | 28 |
| Section V. — Les fonds communs.....                                                                                                 | 31 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Nature des fonds communs.....                                                                                 | 31 |
| § 2. — Fonds commun du produit des amendes et con-<br>damnations pécuniaires répressives prononcées<br>dans chaque département..... | 31 |
| § 3. — Le fonds commun de la carte d'identité des étran-<br>gers .....                                                              | 31 |
| § 4. — Le fonds commun des contributions indirectes....                                                                             | 32 |
| § 5. — Le fonds commun des mines.....                                                                                               | 32 |
| § 6. — Le fonds commun du chiffre d'affaires.....                                                                                   | 32 |
| Section VI. — La dette départementale et communale.....                                                                             | 34 |

## CHAPITRE II. — Les budgets départementaux.

|                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section I. — Vote des centimes additionnels aux trois vieilles<br>contributions .....                        | 37 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Centimes ne portant pas sur les quatre contri-<br>butions .....                        | 37 |
| § 2. — Centimes portant sur les quatre contributions..                                                       | 37 |
| Section II. — Votes des diverses taxes et dispositions financiè-<br>res diverses par le Conseil général..... | 38 |

## CHAPITRE III. — Les budgets communaux.

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section I. — Vote des centimes additionnels.....                                     | 39 |
| Section II. — Vote des taxes diverses.....                                           | 43 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Taxe sur les chiens.....                                       | 43 |
| § 2. — Taxe des prestations.....                                                     | 43 |
| § 3. — Taxe vicinale.....                                                            | 43 |
| § 4. — Taxe en remplacement des droits d'octroi sur les<br>boissons hygiéniques..... | 44 |
| § 5. — Taxes prévues par l'art. 1 <sup>er</sup> de la loi du 13 août<br>1926 .....   | 44 |

## DEUXIEME PARTIE

### La crise des finances locales.

|                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------|----|
| § 1 <sup>er</sup> . — L'évolution des dépenses locales..... | 53 |
| § 2. — Causes de l'augmentation des dépenses locales..      | 54 |

### CHAPITRE I. — L'évolution des recettes.

|                                                      |    |
|------------------------------------------------------|----|
| § 1 <sup>er</sup> . — Les centimes additionnels..... | 57 |
| § 2. — Les fonds communs.....                        | 59 |
| § 3. — Le produit des taxes nouvelles.....           | 59 |

### CHAPITRE II. — L'incidence des impôts locaux.

|                                                     |    |
|-----------------------------------------------------|----|
| Section I. — La règle de justice.....               | 61 |
| § 1 <sup>er</sup> . — La contribution foncière..... | 61 |
| § 2. — La contribution mobilière.....               | 65 |
| § 3. — La contribution des patentes.....            | 67 |
| § 4. — Les taxes diverses et les fonds communs..... | 70 |
| Section II. — La règle de certitude.....            | 70 |
| Section III. — La règle de commodité.....           | 72 |
| Section IV. — La règle d'économie.....              | 76 |

CHAPITRE III. — Les impôts locaux et l'Etat.

TROISIEME PARTIE

Les divers projets de réforme des finances locales.

CHAPITRE I. — Projet de réforme organisé par le Syndicat.  
des membres de l'Administration des Contributions Directes.

|                                               |    |
|-----------------------------------------------|----|
| Section I. — Exposé du projet.....            | 82 |
| 1 <sup>er</sup> . — Immeubles imposables..... | 84 |
| 2. — Exemptions .....                         | 85 |
| 3. — Personnes imposables.....                | 85 |
| 4. — Base d'imposition.....                   | 85 |
| 5. — Révisions foncières.....                 | 86 |
| 6. — Lieu d'imposition.....                   | 86 |
| 7. — Taux de l'impôt.....                     | 86 |
| 8. — Dispositions diverses.....               | 87 |
| Section II. — Appréciation du projet.....     | 87 |
| 1 <sup>er</sup> . — Ses avantages.....        | 87 |
| 2. — Inconvénients du projet.....             | 88 |

CHAPITRE II. — Les centimes additionnels aux impôts  
sur les revenus.

|                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section I. — Exposé du projet.....                                                               | 90 |
| Section II. — Appréciation du projet.....                                                        | 91 |
| 1 <sup>er</sup> . — Nécessité de conserver intact le principe du secret<br>des déclarations..... | 92 |
| 2. — Etroitesse de l'assiette des impôts sur les revenus.....                                    | 92 |
| 3. — Instabilité des recettes.....                                                               | 93 |
| 4. — Difficultés de taxation.....                                                                | 93 |

CHAPITRE III. — Les trois taxes du Comité d'administration  
départementale et communale.

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| Section I. — Exposé du projet.....        | 95 |
| Section II. — Appréciation du projet..... | 96 |
| 1 <sup>er</sup> . — Son insuffisance..... | 96 |
| 2. — Son faible rendement.....            | 96 |
| 3. — Son injustice.....                   | 96 |

CHAPITRE IV. — La réévaluation des principaux fictifs.

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Section I. — Exposé du projet.....    | 97 |
| Section II. — Critique du projet..... | 97 |

CHAPITRE V. — Le projet de réforme du 29 mars 1931.  
La répartition des dépenses publiques.

|                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Section I. — La nouvelle répartition des dépenses entre le<br>département et la commune, les communes et<br>l'Etat ..... | 99  |
| Section II. — La nouvelle répartition des dépenses entre<br>l'Etat et les communes.....                                  | 101 |
| Section III. — Dispositions diverses.....                                                                                | 102 |
| Section IV. — L'organisation nouvelle de l'assistance.....                                                               | 103 |
| 1 <sup>er</sup> . — Nouveau régime de l'assistance.....                                                                  | 103 |
| 2. — Contribution de l'Etat.....                                                                                         | 104 |
| 3. — Fixation du taux de l'allocation.....                                                                               | 104 |
| 4. — Conditions d'obtention des allocations.....                                                                         | 105 |
| 5. — Appréciation du nouveau régime de l'assistance..                                                                    | 105 |

|                                                                                                             |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>La réforme des recettes locales.....</b>                                                                 | <b>105</b> |
| Section I. — La taxe foncière.....                                                                          | 106        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Assiette de la taxe.....                                                              | 106        |
| § 2. — Dispositions spéciales aux bois de l'Etat.....                                                       | 106        |
| § 3. — Exemptions permanentes ou temporaires.....                                                           | 106        |
| § 4. — Rôles particuliers des fermiers.....                                                                 | 107        |
| § 5. — Annualité de la taxe foncière.....                                                                   | 108        |
| § 6. — Remises ou modérations pour vacance d'immeu-<br>bles ou chômage d'usines, et démolitions....         | 108        |
| § 7. — Mutations de cote.....                                                                               | 108        |
| Section II. — La contribution mobilière.....                                                                | 108        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Détermination de la valeur locative.....                                              | 108        |
| § 2. — Personnes imposables.....                                                                            | 109        |
| § 3. — Exemptions .....                                                                                     | 109        |
| § 4. — Calcul de l'imposition.....                                                                          | 109        |
| § 5. — Déductions et réductions.....                                                                        | 111        |
| § 6. — Personnes à charge.....                                                                              | 111        |
| § 7. — Rôles supplémentaires.....                                                                           | 112        |
| Section III. — La contribution des patentes.....                                                            | 112        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Rôles supplémentaires.....                                                            | 113        |
| § 2. — Les nouveaux droits du tableau A.....                                                                | 113        |
| § 3. — Incorporation dans le tableau A des patentés ins-<br>crits au tableau D.....                         | 115        |
| § 4. — Nouveaux droits du tableau B.....                                                                    | 117        |
| § 5. — Nouveaux droits du tableau C.....                                                                    | 118        |
| § 6. — Applications de la nouvelle taxe.....                                                                | 119        |
| Section IV. — Dispositions communes à la taxe foncière, à la<br>contribution mobilière et à la patente..... | 119        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Mesures transitoires.....                                                             | 119        |
| § 2. — Assiette de la taxe foncière, de la contribution<br>mobilière et de la patente.....                  | 120        |
| § 3. — Dispositions diverses.....                                                                           | 121        |
| Section V. — Taxes accessoires à la taxe foncière, à la contri-<br>bution mobilière et à la patente.....    | 121        |
| Section VI. — Taxe municipale sur la valeur vénale des pro-<br>priétés non bâties.....                      | 122        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Assiette de la taxe.....                                                              | 122        |
| § 2. — Exemptions .....                                                                                     | 123        |
| § 3. — Taux de la taxe.....                                                                                 | 123        |
| Section VII. — Les budgets locaux.....                                                                      | 124        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Département .....                                                                     | 124        |
| § 2. — Communes .....                                                                                       | 124        |
| § 3. — Apurement des comptes.....                                                                           | 125        |
| § 4. — Extension de la législation nouvelle à l'Alsace-<br>Lorraine .....                                   | 125        |
| Section VIII. — Conclusion.....                                                                             | 125        |

## APPENDICE

|                                                                               |            |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------|
| De l'institution d'une caisse d'avances aux départements et<br>communes ..... | 127        |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>                                                    | <b>131</b> |



